BILAN SOCIO ÉCONOMIQUE

1986

RÉGION DE QUÉBEC

Office de planification et de développement du Québec

Québec

Document préparé et rédigé par
la Direction régionale
de Québec

Août 1987

Recherche et texte
Pierre Lefebvre

Secrétariat
Louise Odesse
Louise Thériault

Coordination
Direction des études et
politiques régionales

Graphiques et cartes
Sylvie Robitaille

Révision et édition
Service des communications

Dépôt légal — 4e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-17815-7

PRÉSENTATION

Depuis plusieurs années, l'Office de planification et de développement du Québec élabore des outils de développement propres à faciliter les interventions de tous les régionaux. La série des bilans régionaux s'inscrit dans cette continuité en permettant à chacune des régions d'avoir en main les informations qui la concernent.

Nous présentons aujourd'hui le Bilan socio-économique de la région de Québec qui regroupe les statistiques les plus pertinentes à une approche intégrée du développement de cette région.

Nous comptons que la diffusion de ce genre d'informations contribue à soutenir les efforts de nos partenaires régionaux et puisse être utile dans la planification du développement régional au Québec.

Jacques Vézeau
Directeur général adjoint,
Régions Est du Québec

AVANT-PROPOS

La région de Québec a été l'objet de plusieurs publications d'ensemble auxquelles l'OPDQ a collaboré ou dont il a été l'initiateur. Certaines s'inscrivaient dans le cadre des schémas régionaux, et d'autres se sont constituées un support à un sommet régional, mais toutes reposent sur une volonté de présenter la région selon une approche intégrée. Le présent Bilan socio-économique de la région de Québec ne rompt pas avec cette lignée de documents et réunit les informations les plus significatives des tendances profondes de la région.

La préparation de ce texte a pu être faite grâce à la collaboration de plusieurs ministères ou organismes opérant dans la région 03, ce qui confère aux informations qui y sont contenues, la crédibilité administrative souhaitée par les intervenants régionaux. Si ces derniers réussissent à traduire ces statistiques selon une perspective de développement régional, nous aurons atteint notre but.

Laurent Boucher
Directeur régional

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION III
AVANT-PROPOS V
LISTE DES TABLEAUX IX
LISTE DES CARTES XI
LISTE DES GRAPHIQUES XI
LISTE DES ABRÉVIATIONS XII
DÉFINITIONS XII

INTRODUCTION

PARTIE 1: LES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1.1 La population 3
1.2 Emploi et revenu 8
1.3 La structure économique 11
1.4 Les investissements 13

PARTIE 2: L'INDUSTRIE DES RESSOURCES

2.1 La filière agro-alimentaire 17
2.1.1 Productions agricoles 17
2.1.2 Transformation et mise en marché des produits agricoles 18
2.2 La filière du bois 20
2.2.1 L'exploitation forestière 20
2.2.2 La transformation du bois 21
2.3 L'industrie minérale 25

PARTIE 3: LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR SECONDAIRE

3.1 L'industrie de la construction 29
3.2 L'industrie manufacturière 29
3.2.1 Caractéristiques générales 29
3.2.2 Évolution récente des secteurs 31
3.2.3 Perspectives d'avenir 35

PARTIE 4: LE SECTEUR TERTIAIRE

4.1 Caractéristiques générales 37
4.2 Le tertiaire financier 39
4.2.1 Les institutions de dépôt 39
4.2.2 Les compagnies d'assurance 41
4.2.3 Les autres institutions financières 43
4.3 Le tertiaire public 44
4.3.1 L'emploi gouvernemental 44
4.3.2 L'investissement public 47
4.3.3 Présence du gouvernement provincial 49
4.4 L'industrie touristique 50

PARTIE 5: LE DYNAMISME RÉGIONAL

5.1 Les sous-régions 55
5.2 La zone centrale 56

CONCLUSION 59

Note: Dans cette publication, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Évolution de la population des régions du Québec	3
Tableau 2	Population de la région de Québec: répartition et croissance	3
Tableau 3	Évolution de la population des MRC de la région de Québec	4
Tableau 4	Zone métropolitaine de Québec: municipalités de plus de 10 000 habitants	6
Tableau 5	Évolution du taux de chômage de la région de Québec, de la région métropolitaine de Québec et de l'ensemble du Québec	8
Tableau 6	Évolution de la population active par régions administratives	8
Tableau 7	Indicateurs du marché du travail des principales zones métropolitaines du Québec	10
Tableau 8	Évolution du revenu personnel disponible per capita par régions administratives du Québec	11
Tableau 9	Répartition sectorielle de l'emploi dans les régions administratives du Québec	13
Tableau 10	Investissements privés et publics dans les régions administratives du Québec	13
Tableau 11	Investissements privés et publics dans la région de Québec	15
Tableau 12	Répartition de l'emploi dans le secteur primaire	16
Tableau 13	Valeur des ventes des produits agricoles de la région de Québec	17
Tableau 14	Utilisation des superficies cultivées dans la région de Québec	18
Tableau 15	Superficie forestière productive accessible selon les régions administratives du Québec, 1985	20
Tableau 16	Volume de bois récolté selon les régions administratives du Québec	21
Tableau 17	Répartition des emplois dans les usines de pâtes et papiers de la région de Québec, 1986	23
Tableau 18	Plan de modernisation des usines de pâtes et papiers de la région de Québec, 1979-1986	23
Tableau 19	Capacité de production de pâtes et papiers des usines du Québec, 1982-1986	24
Tableau 20	Valeur des expéditions minérales du Québec et de la région de Québec	25
Tableau 21	Évolution de l'industrie de la construction, 1981-1985	29
Tableau 22	Répartition de l'emploi dans l'industrie manufacturière, 1986	30

Tableau 23 Industries majeures de la région de Québec: établissements manufacturiers 30

Tableau 24 Industries majeures de la région de Québec: ventes 31

Tableau 25 Emplois manufacturiers de la région de Québec 33

Tableau 26 Répartition de l'emploi dans le secteur tertiaire, 1986 37

Tableau 27 Institutions de dépôt selon les régions administratives du Québec, 1985 39

Tableau 28 Caisses d'épargne et de crédit de la région de Québec 40

Tableau 29 Compagnies d'assurances de personnes ayant leur siège social dans la région de Québec 41

Tableau 30 Compagnies d'assurances générales ayant leur siège social dans la région de Québec 42

Tableau 31 Primes d'assurances de personnes perçues au Québec par les assureurs ayant leur siège social dans la région de Québec 43

Tableau 32 Évolution des effectifs du gouvernement du Québec (Secteur public) 44

Tableau 33 Effectifs gouvernementaux selon les régions administratives du Québec en 1985 et 1986 45

Tableau 34 Masse salariale nette des employés du gouvernement du Québec par régions administratives au 31 mars 1986 46

Tableau 35 Répartition des investissements publics dans la région de Québec 47

Tableau 36 Nombre de personnes ayant séjourné une nuit ou plus dans la région de Québec 51

Tableau 37 Nombre de personnes ayant séjourné une nuit ou plus dans la région métropolitaine de Québec 51

Tableau 38 Volume de marchandises manutentionnées dans le Port de Québec 57

LISTE DES CARTES

Carte 1 Les régions administratives du Québec XIII

Carte 2 Les municipalités régionales de comté de la région de Québec 5

Carte 3 Territoires de la région métropolitaine de recensement et de la communauté urbaine de Québec 7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 Taux de chômage des régions du Québec, 1986 9

Graphique 2 Structure de l'emploi de la région de Québec, 1986 12

Graphique 3 Évolution des investissements selon les secteurs d'activité dans la région de Québec 14

Graphique 4 Évolution des expéditions québécoises d'amiante, 1981-1985 26

Graphique 5 Répartition de l'emploi du secteur tertiaire de la région de Québec, 1986 38

Graphique 6 Répartition des institutions de dépôt du Mouvement Desjardins par tranche d'actifs 40

Graphique 7 Évolution des investissements publics dans la région de Québec, 1981-1985 48

LISTE DES ABRÉVIATIONS

EPA	Agence américaine de protection de l'environnement
CRIQ	Centre de recherche industrielle du Québec
CRDV	Centre de recherche du ministère canadien de la Défense nationale à Valcartier
CUQ	Communauté urbaine de Québec
FDR	Fonds de développement régional
GATIQ	Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel de la région de Québec
INRS	Institut national de la recherche scientifique
LROL	Laboratoire de recherche en optique et laser de l'Université Laval
MAC	Ministère des Affaires culturelles
MCQ	Ministère des Communications du Québec
MENVQ	Ministère de l'Environnement du Québec
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MER	Ministère de l'Énergie et des Ressources
MIC	Ministère de l'Industrie et du Commerce
MLCP	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
MTQ	Ministère des Transports du Québec
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
PECEC	Programme expérimental de création d'emplois communautaires

DÉFINITIONS

Population active: Nombre d'individus, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

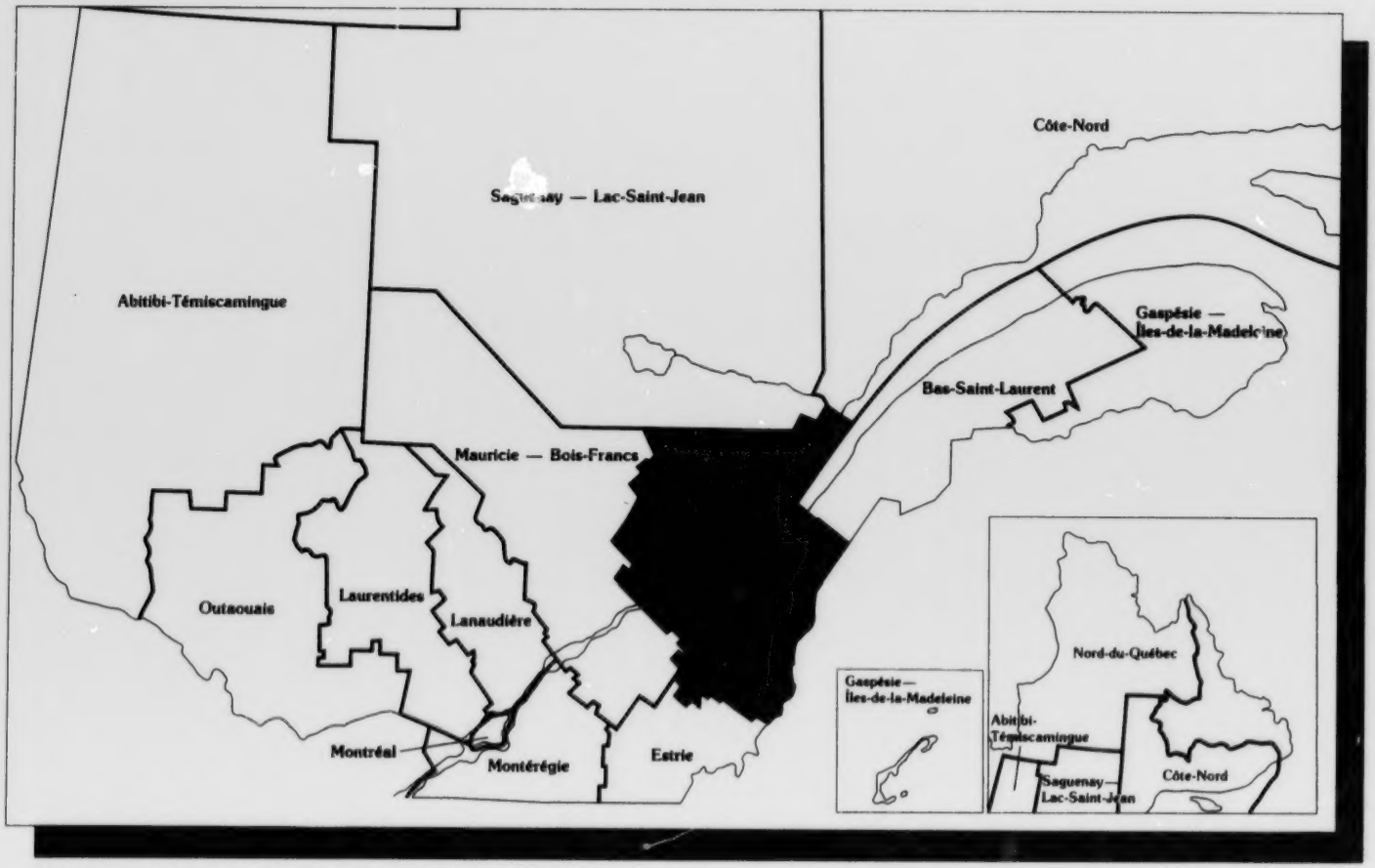
Chômeurs: Individus qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

$$\text{Taux de chômage: } \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

$$\text{Taux d'activité: } \frac{\text{Population active}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$

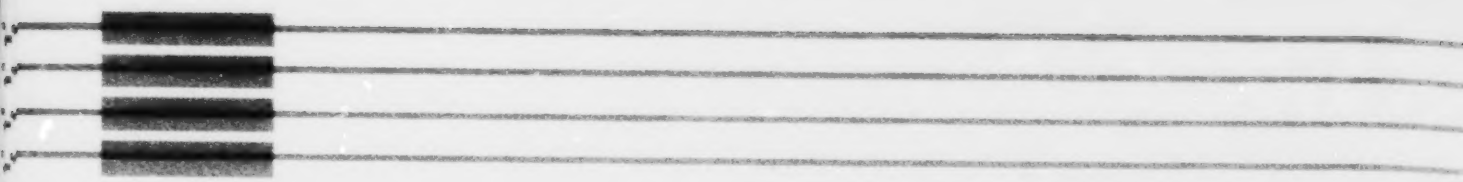
Carte 1

Les régions administratives du Québec



N.B. Les limites des régions administratives sont en cours de révision.

OPDQ 1987



Introduction

La Grande région de la Capitale, ainsi baptisée lors du Sommet de 1983, comprend la Communauté urbaine de Québec, la Rive-sud de l'agglomération et les composantes régionales que sont L'Amiante, Lotbinière, la Beauce, Bellechasse, la Côte-du-Sud, Portneuf, la Côte-de-Beaupré et Charlevoix. Bien que la superficie de la région soit assez grande, 34 310 km^2, il n'y a jamais plus d'une heure de route entre le centre et la périphérie[1].

La région administrative de Québec se distingue notamment par la densité de sa population, son activité économique et son rayonnement ailleurs au Québec. En outre, elle est située presqu'au coeur de la province, polarise plusieurs fonctions des autres régions administratives et sous certains aspects, elle représente une assise vitale de l'économie du Québec.

La place de la région par rapport à l'ensemble du Québec repose beaucoup sur la présence de la capitale provinciale puisque c'est là que se fait la majeure partie de l'administration publique du Québec malgré une tendance vers la déconcentration. L'importance du secteur public fait donc de cette agglomération un lieu d'échanges d'idées entre toutes les régions de la province, ce qui se traduit par une concentration d'activités reliées au transport, aux communications et aux services en général. La zone métropolitaine de Québec[2] présente ainsi une structure économique fortement axée sur le secteur tertiaire. Cette fonction n'est d'ailleurs pas l'effet du hasard ni celui d'un choix arbitraire, car elle est la résultante du rôle historique joué par Québec comme centre intellectuel, politique et économique de la francophonie nord-américaine.

La position de la capitale sur le Saint-Laurent a déterminé sa fonction historique de charnière entre le Québec, le reste du Canada et le nord atlantique. Ayant été pendant longtemps la tête de la navigation océanique, le port de Québec a pu se faire une place importante dans le transbordement et la redistribution des marchandises et il a ainsi facilité le commerce extérieur. Cette ouverture de la région de Québec se fait grâce à une économie qui repose autant sur les ressources naturelles et les dynamismes locaux que sur des fonctions administratives, financières et manufacturières qui sont profondément enracinées.

Les ressources naturelles de la région sont principalement agricoles et forestières et sont exploitées sur tout le territoire; les minéraux non métalliques tels l'amiante, la silice et le calcaire y sont aussi en exploitation. L'industrie des pâtes et papiers est omniprésente sur la rive-nord et cette activité procure de l'emploi à plusieurs milliers de travailleurs; ses marchés sont principalement américains. Le sciage et l'industrie du meuble sont surtout disséminés dans la partie sud. L'industrie agro-alimentaire est essentielle à l'économie de Bellechasse, de la Beauce, de Lotbinière et de Portneuf.

1. La délimitation officielle de la région administrative 03 comprend aussi les municipalités régionales de comté (MRC) de Kamouraska, de Rivière-du-Loup et de Témiscouata (KRT) mais, à part certaines sources statistiques, le KRT est dans la pratique intégré au Bas-Saint-Laurent.

2. La zone métropolitaine comprend l'agglomération de Québec au sens large, soit le territoire de la Communauté urbaine de Québec et la partie urbanisée des MRC de Desjardins, des Chutes-de-la-Chaudière et de La Jacques-Cartier.

Les dynamismes locaux de la Grande région de la Capitale sont structurés autour de plusieurs centres urbains de taille variable où l'entreprise, notamment manufacturière, assure un renouvellement assez remarquable de l'emploi. Les agglomérations comme La Malbaie, Montmagny, Saint-Georges, Saint-Raymond et Thetford-Mines occupent ainsi une part importante du marché que constitue la zone métropolitaine de Québec et présentent un contrepoids nécessaire à l'équilibre économique régional.

Le présent document constitue le bilan socio-économique de la région de Québec pour 1986. Ce document permet de faire le point sur les principaux changements survenus dans les différents secteurs d'activités économiques au cours des dernières années.

La facture du texte permet de situer l'évolution des variables régionales à la fois dans le temps et dans l'espace. Les sujets qui y sont discutés couvrent ainsi la période de 1981 à 1986 tout en mettant l'accent sur 1986. Par ailleurs, la plupart des données présentent la région de Québec par rapport aux autres régions afin de mieux situer ses forces et ses faiblesses dans l'ensemble québécois.

Le document comprend cinq chapitres. Le premier chapitre établit l'état général de la région en décrivant l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques depuis 1981.

Les deuxième, troisième et quatrième chapitres offrent un examen plus détaillé des secteurs primaire, secondaire et tertiaire en tentant de dégager le niveau de développement atteint ainsi que les perspectives d'avenir de chaque secteur.

Le cinquième et dernier chapitre a trait pour sa part au dynamisme régional et décrit les potentiels et les efforts de développement des sous-régions et de la zone centrale.

Enfin, la conclusion présente une brève synthèse qui débouche sur certaines perspectives d'avenir.

PARTIE 1: LES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1.1 La population

Entre 1981 et 1986, la population de la région de Québec s'est accrue de 1,8%, passant de 939 165 à 955 746 personnes[1]. Par rapport à l'ensemble du Québec, elle représente 14,6% du total et se situe immédiatement au second rang après la région de Montréal, qui compte près de 57%.

Parmi les régions du Québec, la région de Québec occupe le troisième rang en ce qui a trait à la croissance de sa population, soit immédiatement après l'Outaouais et Montréal, qui ont connu des hausses respectives de 5,1% et 2,2% au cours de la même période. Le taux de croissance de la population de la région de Québec s'est cependant avéré légèrement supérieur à celui de l'ensemble du Québec, qui n'a augmenté que de 1,6%.

TABLEAU 1
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES RÉGIONS DU QUÉBEC

	1981	1986	1986/1981 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	326 873	323 289	– 1,1
Saguenay — Lac-Saint-Jean	300 825	299 864	– 0,3
Québec	**939 165**	**955 746**	**+ 1,8**
Mauricie — Bois-Francs	441 458	446 728	+ 1,2
Estrie	239 136	241 017	+ 0,8
Montréal	3 631 440	3 713 365	+ 2,2
Outaouais	273 683	287 756	+ 5,1
Abitibi-Témiscamingue	153 083	153 417	+ 0,2
Côte-Nord — Nord-du-Québec	132 740	119 094	– 10,3
Québec	**6 438 403**	**6 540 276**	**+ 1,6**

Source: Statistique Canada, Recensement 1986.

À l'intérieur de la région, la population se répartit entre les municipalités de la Communauté urbaine de Québec et celles qui appartiennent aux 17 municipalités régionales de comté qui composent le reste du territoire. À la fin de 1986, la CUQ totalisait plus de 463 000 personnes alors que la population des MRC se chiffrait autour de 478 000 habitants.

TABLEAU 2
POPULATION DE LA RÉGION DE QUÉBEC: RÉPARTITION ET CROISSANCE

	1981	1986	1986/1981 %
CUQ	454 810	463 358	+ 1,9
MRC	469 965	478 325	+ 1,8
Enclaves et territoires non organisés	14 390	14 063	– 2,3
Total	**939 165**	**955 746**	**+ 1,8**

Source: Statistique Canada, Recensement 1986.

L'écart qui existait déjà en 1981 entre la CUQ et le bloc des MRC est demeuré inchangé au cours des dernières années, si bien que l'ensemble de la population de la région demeure partagé en deux regroupements quasi égaux.

1. Excluant le KRT.

Un peu plus de la moitié des municipalités constituant la Communauté urbaine de Québec ont eu un taux de croissance de population supérieur à celui de l'ensemble de la CUQ. Certaines municipalités affichent même des augmentations largement supérieures. Tel est le cas des municipalités de Cap-Rouge et de Saint-Augustin dont les taux de croissance respectifs sont de l'ordre de 42,5% et 21,9%. La ville de Québec accuse cependant une diminution de près de 1% pendant cette période.

Du côté des MRC, les écarts sont beaucoup moins élevés. Les MRC dont le bilan démographique est positif sont pour la plupart voisines de l'agglomération centrale. C'est le cas notamment des MRC des Chutes-de-la-Chaudière, de L'Île-d'Orléans, de La Jacques-Cartier et de Desjardins avec des taux de croissance de population respectifs de 15%, 5%, 4,4% et 3,8%.

Par ailleurs, un peu plus de la moitié des MRC de la région ont subi des baisses de population plus ou moins importantes entre 1981 et 1986. Ce phénomène est surtout marqué chez les MRC de l'arrière-pays dont, entre autres, celles de L'Islet, de Montmagny, des Etchemins ainsi que Charlevoix. Une récente étude commandée par le Conseil régional de développement de la région de Québec[1] attribue ces changements aux efforts de développement peut-être trop orientés, au cours des dernières décennies, vers la zone centrale de la région de Québec. Selon cette étude, la mise en place d'infrastructures entraînantes du type autoroutes et parcs industriels aurait eu pour effet de créer un mouvement de concentration démographique autour de l'agglomération centrale en même temps qu'un certain déclin du côté des MRC de l'arrière-pays.

TABLEAU 3
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES MRC DE LA RÉGION DE QUÉBEC

	1981	1986	1986/1981 %
Beauce-Sartigan	39 721	41 653	+ 4,9
Bellechasse	30 053	29 932	– 0,4
Charlevoix	14 044	13 829	– 1,5
Charlevoix-Est	18 391	18 323	– 0,4
Desjardins	44 689	46 398	+ 3,8
La Côte-de-Beaupré	20 427	20 553	+ 0,6
La Jacques-Cartier	19 611	20 467	+ 4,4
L'Amiante	50 917	48 327	– 5,1
La Nouvelle-Beauce	22 239	23 164	+ 4,2
Les Chutes-de-la-Chaudière	49 415	56 920	+ 15,2
Les Etchemins	19 979	19 485	– 2,5
L'Île-d'Orléans	6 436	6 769	+ 5,2
L'Islet	22 062	21 189	– 4,0
Lotbinière	25 921	26 187	+ 1,0
Montmagny	25 678	24 794	– 3,4
Portneuf	41 650	41 618	– 0,1
Robert-Cliche	18 732	18 717	– 0,1
Total	**469 965**	**478 325**	**+ 1,8**

Source: Statistique Canada, Recensement 1986.

1. CRDQ, Dynamique de l'évolution de la population de la région de Québec depuis 1951, 1985.

Carte 2

Les municipalités régionales de comté de la région de Québec

À l'intérieur de l'agglomération métropolitaine [1] de Québec, on compte une douzaine de municipalités de plus de 10 000 habitants. Quatre d'entre elles ont un niveau de population supérieur à 60 000 personnes: Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport. Québec est en situation de déclin démographique alors que les autres sont en période de croissance. Amorcée vers la fin des années soixante-dix, la baisse de population de la Capitale provinciale pourrait poser certains problèmes aux autorités municipales compte tenu que le statut de la ville exige le maintien d'une certaine qualité dans les services offerts aux citadins ainsi qu'aux nombreux touristes et gens d'affaires qui y viennent continuellement.

TABLEAU 4
ZONE MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC: MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 10 000 HABITANTS

	1981	1986	1986/1981 %
Ancienne-Lorette	12 935	13 747	+ 6,3
Beauport	60 447	62 869	+ 4,0
Cap-Rouge	8 492	12 101	+ 42,5
Charlesbourg	68 320	68 996	+ 1,0
Lauzon	13 362	13 620	+ 1,9
Lévis	17 895	18 310	+ 2,3
Loretteville	15 060	14 335	- 4,8
Québec	165 968	164 580	- 0,8
Sainte-Foy	68 889	69 615	+ 1,0
Sillery	12 825	12 784	- 0,3
Val-Bélair	12 695	13 105	+ 3,2
Vanier	10 725	10 208	- 4,8

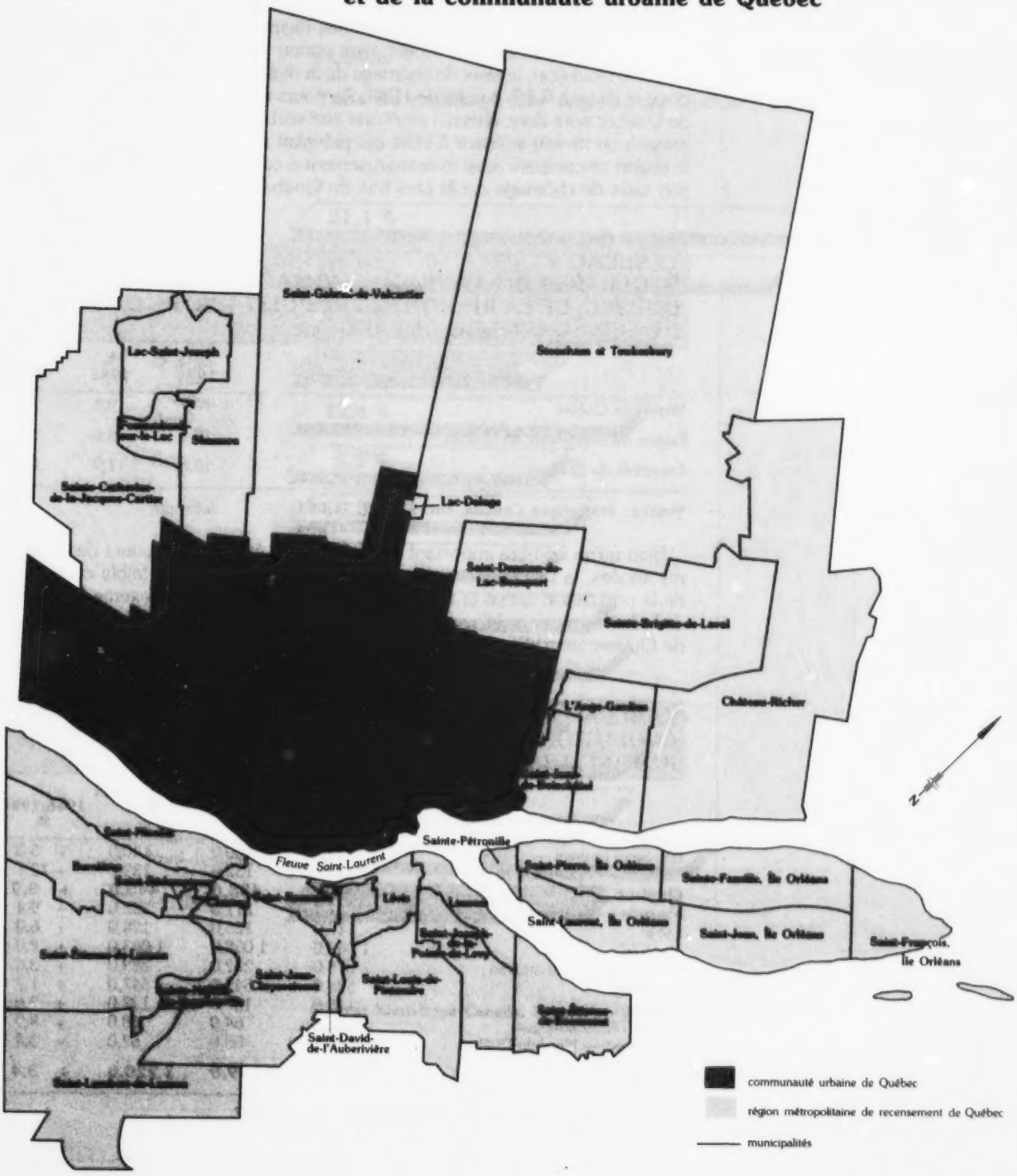
Source: Statistique Canada, Recensement 1986.

À l'extérieur de la zone métropolitaine, on identifie trois autres centres urbains importants: Thetford-Mines, Montmagny et Saint-Georges. Entre 1981 et 1986, Thetford-Mines et Montmagny ont accusé des baisses de population respectives de 7% et 3,6% alors que Saint-Georges connaissait une hausse d'un peu plus de 13%. Pendant que l'essor industriel de la Beauce exerçait sans doute un attrait important sur une main-d'oeuvre mobile, l'affaiblissement de l'industrie de l'amiante contribuait pour une bonne part aux pertes subies par Thetford-Mines.

1. Définition de Statistique Canada incluant Lévis-Lauzon.

Carte 3

Territoires de la région métropolitaine de recensement et de la communauté urbaine de Québec



Source: Recensement du Canada, 1986.

1.2 Emploi et revenu

Dans l'ensemble, le mouvement de réduction du taux de chômage observé depuis 1982 a été suivi par la plupart des régions du Québec selon toutefois des fluctuations différentes. Après avoir connu un sommet de 13% lors de la dernière récession, le taux de chômage de la région a progressivement diminué pour se situer à 9,1% à la fin de 1986. Au cours des dernières années, la région de Québec aura donc réussi à améliorer son sort en ramenant son taux de chômage à un niveau inférieur à celui qui prévalait avant la crise. La situation de la région se compare ainsi avantageusement à celle des autres régions puisque son taux de chômage est le plus bas du Québec.

TABLEAU 5
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE DE LA RÉGION DE QUÉBEC, DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC ET DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

	1984	% 1985	1986
Région de Québec	10,7	9,1	9,0
Région métropolitaine de Québec	10,1	8,5	8,8
Ensemble du Québec	12,8	11,9	11,0

Source: Statistique Canada, cat. 71-529, 71-001.

Bien qu'un nombre important d'emplois aient été créés au cours des dernières années, la faiblesse du taux de chômage tient aussi à la faible croissance de la population active et également à l'effet stabilisateur qu'exerce le secteur de l'administration publique, qui comptait près de 16% de l'emploi dans la région de Québec en 1986.

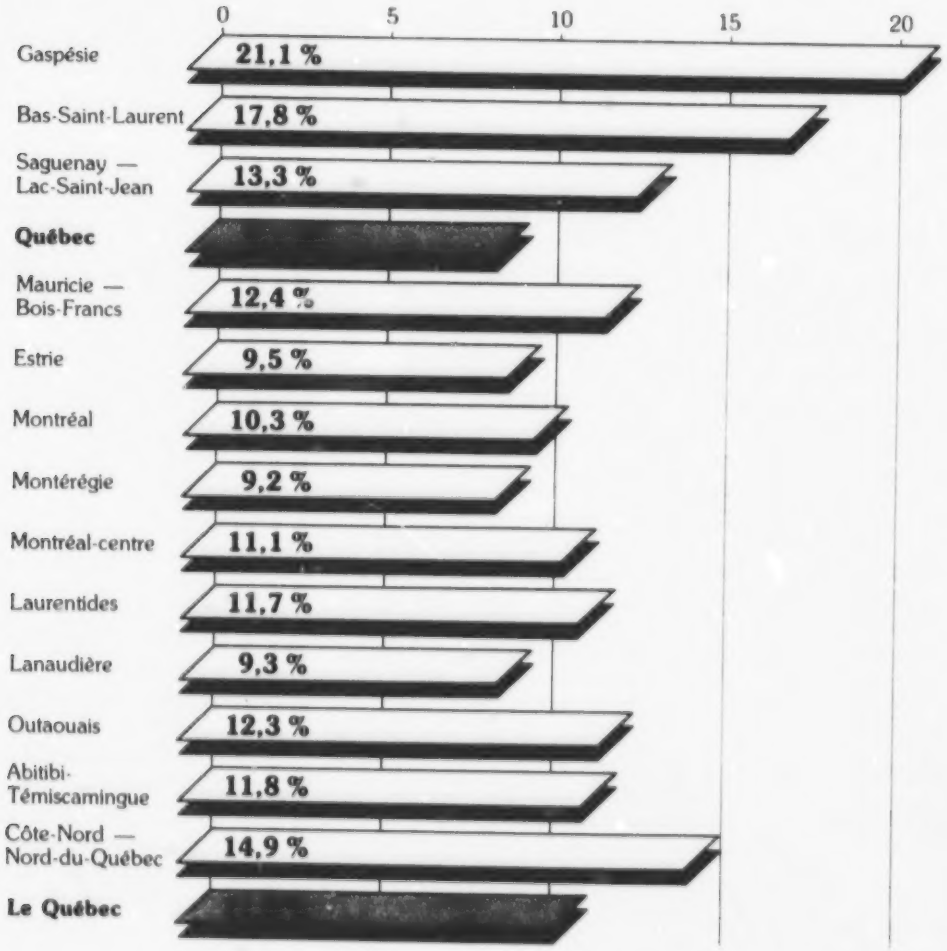
TABLEAU 6
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES

	en milliers de personnes 1984	1985	1986	1986/1984 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	133,0	140,0	140,0	+ 5,3
Saguenay — Lac-Saint-Jean	124,0	132,0	139,0	+ 12,1
Québec	**441,0**	**438,0**	**445,0**	**+ 0,9**
Mauricie — Bois-Francs	203,0	211,0	222,0	+ 9,4
Estrie	117,0	125,0	124,0	+ 6,0
Montréal	1 042,0	1 058,0	1 063,0	+ 2,0
Laurentides — Lanaudière	278,0	282,0	288,0	+ 3,6
Montérégie	538,0	547,0	547,0	+ 1,7
Outaouais	118,0	127,0	127,0	+ 7,6
Abitibi-Témiscamingue	62,0	64,0	68,0	+ 9,7
Côte-Nord — Nord-du-Québec	59,0	55,0	57,0	- 3,4
Québec	**3 115,0**	**3 179,0**	**3 220,0**	**+ 3,4**

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

Graphique 1

Taux de chômage des régions du Québec, 1986



***Source*: Statistique Canada, *Population active*, décembre 1986.**

Le taux d'activité de la région de Québec s'est maintenu à un niveau inférieur à celui du Québec à la fin de 1986. Il se situait de plus au septième rang loin derrière celui de l'Outaouais qui vient en tête avec un taux de 66,4%.

À l'intérieur même de la région, le phénomène est beaucoup plus marqué dans la zone périphérique que dans l'agglomération centrale. Ainsi, dans le Québec-métro le taux d'activité grimpait à 64,9% à la fin de 1986 alors qu'il atteignait 54,7% ailleurs dans la région. Cet écart, dont les causes ne sont pas toujours faciles à identifier, a pour effet d'engendrer un taux de chômage plus élevé dans la zone périphérique, 9,7%, comparativement à l'agglomération métropolitaine (8,7%). La zone métropolitaine de Québec se compare d'ailleurs avantageusement aux autres régions métropolitaines du Québec sur ce plan. Elle se classe en fait immédiatement au second rang après la région d'Ottawa-Hull, qui affichait un taux de chômage de 8,4% en 1986 et juste avant la métropole de Montréal, dont le niveau de chômage (10,6%) a plutôt tendance à se maintenir autour de la moyenne québécoise.

TABLEAU 7
INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PRINCIPALES ZONES MÉTROPOLITAINES DU QUÉBEC

Régions métropolitaines	Taux de chômage %			Taux d'activité %		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986
Chicoutimi - Jonquière	17,0	13,3	11,5	53,7	57,5	59,3
Québec	10,2	8,7	8,8	63,7	64,5	64,9
Trois-Rivières	13,7	12,0	11,7	56,9	60,6	60,8
Montréal	12,0	11,7	10,6	63,9	65,0	64,8
Ottawa-Hull	8,6	8,3	8,4	69,2	70,6	71,3

Source: Statistique Canada, La population active, cat. 71-001, Janvier, Décembre 1985; Décembre 1986.

Le redressement du marché du travail observé depuis 1982 n'est pas étranger, en partie du moins, à l'amélioration des conditions de revenus de nombreux ménages québécois. Selon les plus récentes données, le revenu personnel disponible s'est accru en moyenne de près de 50% partout au Québec depuis 1981. Par ailleurs, l'écart qu'on pouvait observer en 1981 entre la région de Québec (7 156 $) et l'ensemble du Québec (8 087 $) a considérablement diminué au cours des dernières années. En effet, la croissance du revenu personnel disponible per capita de la région de Québec (+ 62,1%) a été largement supérieure à la moyenne provinciale (+ 48,9%), de sorte que les dernières estimations placent la région au troisième rang parmi les régions du Québec en 1986. Il s'agit là d'une nette amélioration si l'on tient compte du fait qu'elle occupait le cinquième rang en 1981.

TABLEAU 6
ÉVOLUTION DU REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PER CAPITA PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

	1981	1982	$ 1983	1986	1986/1981 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	5 575	6 061	7 039	9 129	+ 63,7
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7 379	8 107	9 123	9 895	+ 34,1
Québec	**7 156**	**7 628**	**9 092**	**11 602**	**+ 62,1**
Mauricie	6 827	7 476	8 632	10 292	+ 50,7
Estrie	6 836	7 447	8 502	10 469	+ 53,1
Montréal	8 736	9 783	10 575	12 936	+ 48,1
Outaouais	7 713	8 389	9 335	12 135	+ 57,3
Abitibi-Témiscamingue	7 086	7 788	8 907	10 929	+ 54,2
Côte-Nord — Nord-du-Québec	9 012	9 977	9 152	10 726	+ 19,1
Québec	**8 087**	**8 868**	**9 810**	**12 040**	**+ 48,9**

N.B.: 1984-1985: non disponibles.

Source: Canadian Markets, Financial Post.

1.3 La structure économique

La répartition de l'emploi dans la région indique une structure économique encore largement dominée par le tertiaire malgré un nouveau dynamisme observé dans le secteur manufacturier, notamment dans la partie sud de la région. Entre 1981 et 1986, on a observé une légère diminution de l'emploi dans le secteur primaire en raison, entre autres, des importantes mises à pied effectuées dans l'industrie de l'amiante. Les secteurs secondaire et tertiaire ont connu pour leur part une légère augmentation du niveau d'emploi.

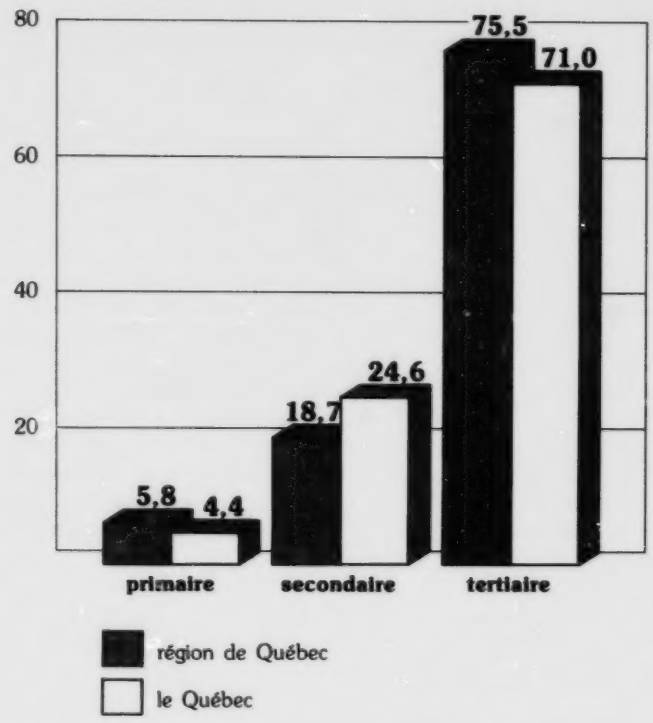
Dans l'ensemble, la structure de l'emploi de la région se distingue de l'ensemble québécois par un secteur manufacturier moins développé. La proportion des emplois provenant des secteurs primaire et secondaire apparaît aussi comme l'une des plus faibles de la province. Le secteur tertiaire de la région de Québec occupe par contre beaucoup plus de main-d'oeuvre, soit 75,5%, que la plupart des autres régions.

Un tel accent de la structure économique sur le tertiaire n'est pas un phénomène rare puisque toute l'économie de la province présente cette tendance à l'instar de la plupart des économies développées. Mais il n'en demeure pas moins qu'un écart d'environ 5% se maintient toujours entre le secteur secondaire de la région 03 et celui de l'ensemble du Québec.

Graphique 2

Structure de l'emploi de la région de Québec, 1986

en pourcentage



***Source*: MMSR, *Estimation du marché du travail*, 1987.**

TABLEAU 9
RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

	1986 %			
	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	13,9	18,0	68,1	100,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7,2	21,7	71,1	100,0
Québec	**5,8**	**18,7**	**75,5**	**100,0**
Mauricie — Bois-Francs	9,4	28,8	61,8	100,0
Estrie	6,7	31,8	61,5	100,0
Montréal	0,3	25,4	74,3	100,0
Laurentides — Lanaudière	4,5	28,9	66,6	100,0
Montérégie	3,1	28,0	68,9	100,0
Outaouais	3,7	18,7	77,6	100,0
Abitibi-Témiscamingue	19,4	14,9	65,7	100,0
Côte-Nord — Nord-du-Québec	16,4	14,8	68,0	100,0
Québec	**4,4**	**24,6**	**71,0**	**100,0**

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

1.4 Les investissements

Entre 1981 et 1985, la somme des investissements [1] réalisés dans la région de Québec s'est accrue d'un peu plus de 38%. Il s'agit là de l'ensemble des dépenses en immobilisations et réparations effectuées dans chacun des trois grands secteurs d'activité économique. Ce taux de croissance demeure inférieur à ceux qui ont été observés dans d'autres régions dont, entre autres, l'Estrie et l'Outaouais, qui ont connu de très fortes augmentations de l'ordre de 113,7% et 107,3%.

TABLEAU 10
INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

Région	en millions de dollars 1981	1985	1985/1981 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	414,5	654,0	+ 57,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 219,1	1 132,9	– 7,1
Québec	**2 177,8**	**3 012,0**	**+ 38,3**
Mauricie	1 267,2	1 949,1	+ 53,8
Estrie	475,7	1 016,7	+ 113,7
Montréal	9 483,3	12 080,8	+ 27,4
Outaouais	571,5	1 184,5	+ 107,3
Abitibi-Témiscamingue	660,6	724,2	+ 9,6
Côte-Nord — Nord-du-Québec	2 197,7	1 218,9	– 44,5
Québec	**18 467,4**	**22 973,1**	**+ 24,4**

Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, 1981-1983, 1984-1986.

La croissance des investissements dans la région 03 aura tout de même été supérieure à celle de la région de Montréal (+ 27,4%) ainsi qu'à celle de l'ensemble du Québec (+ 24,4%). Malgré ces résultats encourageants, la région 03 ne se classait qu'au second rang parmi les régions du Québec quant à la valeur des

1. Ces données incluent le KRT.

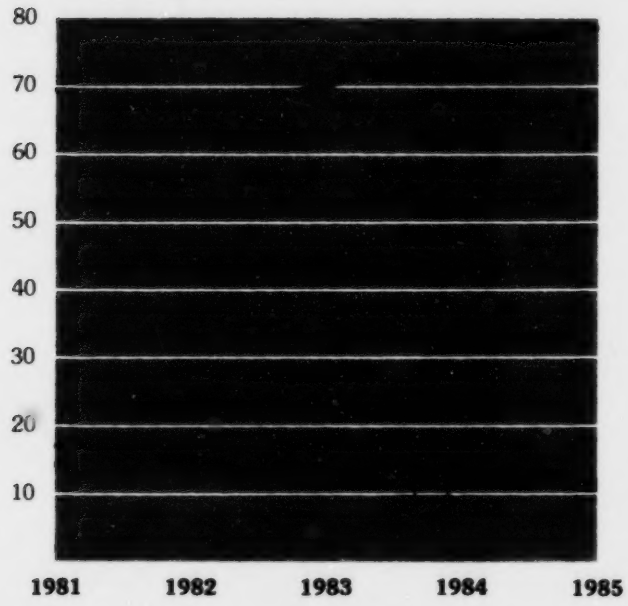
investissements effectués en 1985. La région de Montréal domine avec une part de 53% alors que la Mauricie suit de près la région de Québec avec une proportion de 8,5%.

Par ailleurs, le taux de croissance des investissements réalisés dans la région de Québec ne se répartit pas uniformément entre chacun des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'augmentation la plus forte appartient au tertiaire avec un taux d'un peu plus de 57%. Le secteur manufacturier a connu une hausse de 11% alors que les investissements dans le secteur primaire ont pour leur part diminué de 17%.

Graphique 3

Évolution des investissements selon les secteurs d'activité dans la région de Québec

en pourcentage



***Source*: BSQ, *Investissements privés et publics au Québec*, 1981-1986.**

TABLEAU 11
INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

Secteur	en millions de dollars 1981	1983	1985	1985/1981 %
Primaire et construction	368,7	324,0	304,9	- 17,3
Secondaire	302,8	494,2	336,4	+ 11,1
Tertiaire	1 506,3	1 942,6	2 370,7	+ 57,4
Total	**2 177,8**	**2 760,8**	**3 012,0**	**+ 38,3**

Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, 1981-1983, 1983-1985, 1984-1986.

Les investissements manufacturiers pour leur part sont demeurés faibles malgré la reprise de l'économie. En 1982 et 1983, ils représentaient 18% des investissements totaux alors qu'à la fin de 1985, ils n'occupaient plus que 11,2% de ceux-ci. Pendant ce temps, à l'échelle du Québec, les investissements du secteur secondaire ont enregistré une hausse de 37% pour représenter 20% de l'ensemble des investissements effectués à la fin de 1985. Il semble donc que l'effort de modernisation et d'expansion du secteur industriel de la région 03 demeure encore trop faible par rapport à celui de plusieurs autres régions du Québec.

Malgré ce déséquilibre entre les principaux secteurs économiques, on remarque certains résultats intéressants. Quelques secteurs ont en effet connu d'importantes hausses d'investissements entre 1981 et 1985. C'est le cas notamment des secteurs de l'impression, des services personnels et commerciaux, des services d'utilité publique et des services financiers qui ont enregistré des hausses respectives de 539%, 293%, 181% et 125%.

D'autres activités, provenant surtout du secteur manufacturier, affichent par contre des diminutions d'investissements. Il s'agit ici de la machinerie, des forêts, des produits minéraux non métalliques, des métaux transformés et du cuir, où les baisses d'investissements se lisent comme suit: - 55%, - 52%, - 39%, - 31% et - 22%.

Le niveau de maturité économique atteint par l'économie de la région de Québec se reflète sur les activités du secteur primaire. L'agriculture, la forêt et les mines ont en effet largement dépassé le stade de la vente de matières premières ou de la simple fourniture de denrées alimentaires brutes.

Les produits agricoles de la région sont transformés, cuits, surgelés ou mis en conserves dans plusieurs usines spécialisées; le bois des Appalaches et des Laurentides se retrouve dans les nombreuses scieries, papeteries, fabriques de meubles ou autres; et les produits miniers génèrent un réseau étendu d'activités industrielles complémentaires.

Chacune des productions primaires s'intègre donc à de véritables filières industrielles qui vont de l'extraction à la mise en marché, en passant par tous les niveaux de transformation et de valeur ajoutée. Il est donc approprié de parler de l'industrie des ressources plutôt que du secteur primaire dans un bilan de l'économie de la Grande région de la Capitale.

La région de Québec contribue pour 18,6% des emplois appartenant au secteur primaire au Québec. Pour l'ensemble de la région, ce secteur représente 5,8% du total des emplois. L'agriculture domine largement ce bloc d'activités avec 17 900 emplois soit 75,8% de tous ceux qui sont reliés à l'exploitation des ressources naturelles. Les mines et la forêt procurent le reste des emplois.

TABLEAU 12
RÉPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIMAIRE, 1986

Activité économique	Région de Québec	Québec	Région 03/Province %
Agriculture	17 900	82 100	21,8
Forêts	2 000	19 800	10,1
Chasse et pêche	1 000	3 100	3,2
Mines	3 600	22 000	16,4
Total	23 600	127 000	18,6

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

PARTIE 2: L'INDUSTRIE DES RESSOURCES

2.1 La filière agro-alimentaire

2.1.1.Productions agricoles

Bien qu'elle affiche une assez grande diversification, l'agriculture de la région de Québec est plutôt spécialisée dans certaines productions. Des 10 807 propriétaires d'exploitations agricoles recensés en 1985, 44,2% s'adonnaient à la production laitière comme activité principale, 35,8% à l'acériculture, 17,1% à la production bovine, 10,3% à la production porcine et 2,4% respectivement à la production avicole et à la culture des céréales. Même si les statistiques les plus complètes sur la valeur des ventes remontent à 1981, elles indiquaient déjà à cette époque la prédominance des productions animales.

TABLEAU 13
VALEUR DES VENTES DES PRODUITS AGRICOLES DE LA RÉGION DE QUÉBEC EN MILLIERS DE DOLLARS

Type de production	1971	1976	1981
Laitière	52 230	113 650	165 560
Porcine	29 100	90 900	186 000
Avicole	27 300	48 240	72 630
Bovine	22 100	29 100	61 300
Ovine	110	90	150
Céréales et fourrages	9 400	16 000	36 000
Pommes de terre	2 530	6 580	10 700
Légumes	990	2 110	3 850
Arboriculture	440	870	620
Petits fruits	300	800	1 200
Horticulture ornementale	1 000	1 500	3 500
Acériculture	3 560	8 040	21 600
Petits élevages	100	150	500
Total	149 160	318 030	563 610

Source: MAPAQ, Direction de la production et des affaires régionales, 1983.

L'utilisation des superficies cultivées reflète elle aussi le caractère dominant des productions animales. En effet, des 480 700 hectares mis en valeur en 1985, plus de la moitié (59,3%) étaient réservés à des fins de fourrage et 24% servaient au pâturage du bétail. Les cultures vivrières ou commerciales occupaient pour leur part à peine plus de 14% de l'espace agricole.

TABLEAU 14
UTILISATION DES SUPERFICIES CULTIVÉES DANS LA RÉGION DE QUÉBEC EN HECTARES

Cultures	1981	%	1985	%
Céréales	51 397	11,4	59 490	12,4
Fourrage	254 275	56,6	284 987	59,3
Pâturage	98 163	21,9	115 062	23,9
Pommes de terre	4 107	0,9	4 798	1,0
Légumes et fruits	2 849	0,6	3 647	0,8
Divers	38 788	8,6	12 718	2,6
Total	449 579	100,0	480 702	100,0

Source: MAPAQ, L'agriculture, les pêches et l'alimention dans la région de Québec, 1971-1982; Statistiques régionales, 1985.

La culture des céréales occupe une place importante dans la région. Parmi celles-ci, l'avoine et l'orge sont les plus développées. La culture de l'avoine accapare 31 142 hectares tandis que la production d'orge se pratique sur une étendue de 20 195 hectares. La culture maraîchère de même que celle de la pomme de terre sont par contre très peu développées.

2.1.2 Transformation et mise en marché des produits agricoles

L'industrie de la transformation agricole est concentrée autour de quatre principaux secteurs: les produits laitiers, la transformation de la viande et de la volaille, les boulangeries et pâtisseries et enfin, la fabrication d'aliments pour animaux. Avec un total de 7 000 emplois en 1986, le secteur des aliments et boissons demeure par ailleurs le principal employeur manufacturier de la région.

Spécialisées dans la production de divers produits laitiers, Agrinove et Purdel sont deux entreprises importantes qui ont surtout manifesté leur présence à compter de 1982. Autrefois identifiée sous le nom de La Société coopérative agricole de Sainte-Claire, Agrinove a connu une expansion considérable vers la fin des années soixante-dix grâce, entre autres, à l'acquisition de diverses entreprises ainsi qu'à ses efforts de recherche et de mise en marché de nouveaux produits. L'entreprise fabrique des produits à ultra haute température (lait et jus UHT) et diverses boissons au yogourt et aux fruits. Elle possède en plus une fromagerie à Beauceville et une autre usine à Saint-Agapit, où elle produit du beurre et de la poudre de lait.

De son côté, Purdel, dont le siège social est situé à Rimouski, a considérablement accru sa présence dans la région au cours des dernières années. Tout comme Agrinove, cette entreprise a connu un développement progressif jusqu'à l'acquisition de la Laiterie Laval en 1977. Cette transaction lui avait alors permis de s'implanter solidement dans l'agglomération urbaine de Québec et de consolider ses activités de vente de lait de consommation et de crème glacée. Ces deux entreprises ont récemment procédé à la restructuration de leurs activités de distribution et de mise en marché de sorte qu'elles sont maintenant présentes sur le marché canadien de même qu'en Amérique centrale et en Afrique du nord.

Par ailleurs, en raison de l'importance de l'élevage du porc, du boeuf et de la volaille, on dénombre plusieurs abattoirs et entreprises de transformation d'animaux. Au total, plus d'un millier de travailleurs trouvent de l'emploi dans ces entreprises dont les plus importantes sont principalement situées sur la rive-sud. Parmi elles, Bouvillons Canada de la Beauce, Salaisons Brochu dans Lévis et La Coopérative Dorchester dans Bellechasse font figure de proue dans ce domaine.

Le secteur de la pâtisserie est dominé par Culinar, qui possède, entre autres, deux usines à Sainte-Marie de Beauce dans lesquelles travaillent un peu plus de 2 000 personnes. Si l'on se fie aux projets de cette compagnie, dont le siège social est situé à Montréal, les deux unités de production de la Beauce sont vouées à un avenir prometteur. Culinar souhaite en effet étendre ses marchés ailleurs au Canada et aux États-Unis en mettant l'accent sur ses produits de pâtisserie fabriqués en grande partie dans ses usines de Sainte-Marie.

Enfin, parmi les autres industries de transformation, la rive-sud est le site de quelques entreprises de fabrication d'aliments pour animaux, dont Canada Packers et la Coopérative fédérée de Québec. Alex Couture de Lévis, qui emploie une centaine de personnes, est aussi une importante entreprise d'équarrissage d'animaux.

Culinar, Agrinove, Purdel ainsi qu'Alex Couture constituent donc des valeurs sûres et possèdent encore un avenir prometteur. Il n'est pas certain toutefois que la modernisation des opérations de ces entreprises pourra générer un nombre important de nouveaux emplois.

2.2 La filière du bois

2.2.1 L'exploitation forestière

La région de Québec dispose d'une superficie forestière exploitable évaluée à un peu plus 24 000 km^2 comparativement à un total de près de 550 000 km^2 pour l'ensemble du Québec. Ce territoire représente donc 4,4% de l'espace forestier disponible au Québec et place la région 03 au septième rang avant celles de Montréal et de l'Estrie.

TABLEAU 15
SUPERFICIE FORESTIÈRE PRODUCTIVE ACCESSIBLE SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC 1985

	km^2	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	35 673	6,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	128 707	23,4
Québec	**24 215**	**4,4**
Mauricie	38 647	7,0
Estrie	8 048	1,5
Montréal	15 184	2,8
Outaouais	46 536	8,5
Abitibi-Témiscamingue	93 913	17,1
Côte-Nord	158 014	28,8
Québec	**548 937**	**100,0**

Source: MER, Ressource et industrie forestière, éd. 1986-1987.

Ce territoire forestier est composé de près de 54% de terres privées, contrairement à 12% pour la province. Les boisés privés ont donc une grande importance dans la filière du bois. L'inventaire forestier régional comprend des résineux dans une proportion de 60%, un pourcentage qui se reflète par la présence d'une dizaine d'usines de pâtes et papiers. Le stock de matière ligneuse s'élève à environ 4,5 millions m^3.

TABLEAU 16
VOLUME DE BOIS RÉCOLTÉ SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC EN MILLIERS DE MÈTRES CUBES

	1981-1982	%	1985-1986	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4 181	13,6	5 157	16,8
Saguenay — Lac-St-Jean	7 047	22,9	6 727	21,9
Québec	**3 334**	**10,8**	**3 553**	**11,6**
Mauricie	3 041	9,9	2 137	7,0
Estrie	798	2,6	697	2,3
Montréal	1 497	4,9	1 976	6,4
Outaouais	2 556	8,3	2 067	6,7
Abitibi-Témiscamingue	5 775	18,7	6 273	20,5
Côte-Nord	2 571	8,3	2 081	6,8
Québec	**30 800**	**100,0**	**30 668**	**100,0**

Source: MER, Ressource et industrie forestière, éd. 1985, 1986-1987.

Les volumes de bois récoltés, tant à partir des terres publiques que privées, ont varié à la hausse au cours des dernières saisons de coupe. Entre la saison 1981-1982 et celle de 1985-1986, ces volumes ont augmenté dans une proportion de près de 7% pendant qu'on observait une légère diminution au niveau provincial.

Malgré cette augmentation, la région de Québec demeure encore largement déficitaire en produits de matière ligneuse. Ses besoins annuels sont établis autour de 6,3 millions de m^3 alors que sa production ne couvre qu'un volume de 3,5 millions m^3. Elle doit donc importer d'importants volumes de bois résineux à partir de diverses sources d'approvisionnement situées dans les forêts du Maine, de la Gaspésie, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Par ailleurs, la région 03 participe pleinement au programme de reboisement du gouvernement provincial. Depuis 1983, la production de plants s'est accrue de près de 107%, passant de 11,6 millions à 24 millions de plants en 1986. Grâce à cet effort, elle compte près de 16% de la production provinciale et se classe ainsi au second rang parmi les autres régions après le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (28,7%).

2.2.2 La transformation du bois

Après l'industrie des aliments et boissons, le secteur du bois est le second employeur manufacturier d'importance dans la région. Environ 6 700 travailleurs oeuvraient dans ce secteur en 1986, soit 12% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région de Québec.

Avec ses 151 usines de sciage, la région 03 est première au Québec pour les opérations de sciage à l'échelle commerciale. Les usines de la région sont réparties sur l'ensemble du territoire mais les plus importantes sont surtout situées dans Montmagny, L'Islet et la Beauce. À proximité de leurs sources d'approvisionnement, situées au Maine, ces entreprises bénéficient de frais de transport moins élevés, ce qui les rend plus compétitives sur les différents marchés.

Les années 1981-1983 furent une période plutôt difficile. Au plus fort de la récession, le prix du bois avait baissé considérablement et plusieurs entreprises avaient réduit leur fonds de roulement. Avec la reprise de l'économie amorcée autour de 1983, la situation de la plupart des scieries s'est améliorée et certaines ont alors entrepris divers projets de modernisation.

Par ailleurs, depuis 1984, le gouvernement provincial consent des volumes de coupe supplémentaires afin de récupérer d'importantes quantités de bois atteintes par la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Dans l'ensemble, on estime que les entreprises de la région ont peu bénéficié de ces garanties supplémentaires comparativement à d'autres scieries situées surtout dans la région du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie. Le faible potentiel ligneux et une épidémie moins sévère ont limité les possibilités de récupération dans la région de Québec.

L'avenir de l'industrie du sciage de la région est lié pour une part à certaines décisions gouvernementales concernant notamment la réduction des redevances sur les droits de coupe forestière ainsi que l'augmentation du prix des copeaux. D'autre part, l'Association des manufacturiers de bois de sciage effectue présentement des démarches auprès du gouvernement fédéral afin de récupérer les montants versés par l'industrie, suite à l'imposition d'une surtaxe de 15% sur les exportations de bois d'oeuvre canadiens aux États-Unis. Malgré cette contrainte, les propriétaires des scieries de la région demeurent dans l'ensemble favorables aux propositions de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Selon eux, l'abolition des tarifs douaniers maintiendrait leurs garanties d'approvisionnement ainsi que leur marché d'exportation composé dans une proportion de 60 à 70% des états de l'Est et du Centre américain.

La région de Québec compte un nombre important d'usines qui produisent des copeaux. On dénombre en fait 61 entreprises pour la plupart desquelles la production de copeaux est un sous-produit du sciage. Depuis la fin des années soixante-dix, ce produit constitue une matière première de plus en plus utilisée par les usines de pâtes et papiers.

L'industrie des pâtes et papiers représente elle aussi un employeur de taille. À la fin de 1986, on estimait en effet à un peu plus de 4 300 le nombre de travailleurs à l'emploi des dix usines de la région situées en majeure partie sur la rive-nord. La plupart d'entre elles fabriquent du papier journal, des papiers spéciaux ainsi que certains matériaux d'isolation et des produits divers. L'une d'elles, Désencrage Cascades de Breakeyville, est la seule usine de recyclage du papier au Québec qui fabrique de la pâte à partir d'un procédé de désencrage. Entrée en opération à la fin de 1984, cette usine ne produit pas encore à pleine capacité. Elle réussit toutefois à alimenter certaines papeteries de la région qui intègrent cette pâte désencrée dans leur processus de fabrication de papier.

TABLEAU 17
RÉPARTITION DES EMPLOIS DANS LES USINES DE PÂTES ET PAPIERS DE LA RÉGION DE QUÉBEC 1986

Usine	Localité	Nombre
La cie de Papiers Saint Raymond 1983 inc.	Saint Raymond	250
La cie Price ltée	Beaupré	450
Désencrage Cascades ltée	Breakeyville	32
Domtar inc.	Donnacona	609
Domtar inc. (produits d'isolation)	Donnacona	173
Donohue inc.	Clermont	623
J. Ford ltée	Portneuf	355
Glassine Canada inc.	Québec	112
Matériaux de construction Canada ltée	Pont-Rouge	211
Papeterie Reed ltée	Québec	1500
Total		4 315

Source: CRIQ, Répertoire des produits fabriqués au Québec, 1986.

Pendant la période 1982-1983, l'industrie des pâtes et papiers a subi les effets de la récession et plusieurs entreprises ont fait face à un manque à gagner en raison de la baisse du prix du papier journal. On estime cependant qu'elles n'ont pas opéré à perte. La reprise économique amorcée à la fin de 1983 alliée à la dépréciation de la monnaie canadienne a grandement contribué à rétablir cette situation.

Entre temps, la période 1980-1984 aura été consacrée en majeure partie à la réalisation du programme de modernisation des usines de pâtes et papiers avec l'aide des gouvernements fédéral et provincial. La plupart des entreprises de la région de Québec ont participé à ce programme qui a nécessité des investissements totaux de près de 400 M$[1].

TABLEAU 18
PLAN DE MODERNISATION DES USINES DE PÂTES ET PAPIERS DE LA RÉGION DE QUÉBEC 1979-1986

	M$	%
Compagnies privées	322,6	81,0
Gouvernement fédéral	42,5	10,7
Gouvernement du Québec	33,2	8,3
Total	398,3	100,0

Source: MER.

1. Millions de dollars.

Les investissements les plus importants dans le cadre de ce programme furent réalisés par la compagnie Reed, de Québec, qui consacra près de 121 M$ pour accélérer la vitesse de ses machines. De son côté, Donohue, de Clermont, investit 91,6 M$ pour implanter un nouveau procédé de fabrication à base de pâte thermomécanique. Entre 1982 et 1986, la capacité totale de production annuelle de pâtes et papiers de toutes sortes des usines de la région de Québec est passée de 930 000 à 1 289 000 tonnes métriques représentant ainsi une augmentation de près de 39%. L'effort de modernisation des usines de la région a donc été important si l'on en juge par le fait que cette croissance a été largement supérieure à la moyenne des usines québécoises, établie à 5% pour la même période.

TABLEAU 19
CAPACITÉ DE PRODUCTION DE PÂTES ET PAPIERS DES USINES DU QUÉBEC 1982-1986 EN MILLIERS DE TONNES MÉTRIQUES

Région administrative	1982	%	1986	%	1986/1982 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	770	9,3	788	9,1	+ 2,3
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 440	17,5	1 349	15,6	– 6,3
Québec	**930**	**11,3**	**1 289**	**14,9**	**+ 38,6**
Mauricie-Bois Francs	1 945	23,6	2 020	23,3	+ 3,9
Estrie	511	6,2	477	5,5	– 6,6
Montréal	390	4,7	456	5,3	+ 16,9
Outaouais	1 030	12,5	1 221	14,1	+ 18,5
Abitibi-Témiscamingue	560	6,8	656	7,6	+ 17,1
Côte-Nord	670	8,1	402	4,6	– 40,0
Québec	**8 246**	**100,0**	**8 658**	**100,0**	**+ 5,0**

Source: MER, Ressource et industrie forestières, éd. 1983-1986.

L'industrie des pâtes et papiers est une activité mondiale. La plus grande partie de la production, constituée à plus de 60% de papier journal, est en effet écoulée sur les marchés internationaux où la concurrence est particulièrement vive. C'est le cas des marchés de l'Est et du Centre des États-Unis, principaux lieux d'exportation des producteurs canadiens et qui font l'objet de convoitises de la part des producteurs scandinaves depuis plusieurs années déjà. On estime de plus, qu'il s'agit d'une industrie mûre puisque les ventes n'augmentent en moyenne que de 2% annuellement.

Dans ce contexte, et malgré une conjoncture présentement favorable où le prix du papier journal a connu une remontée significative par rapport à 1982, il ne fait nul doute que le secteur des pâtes et papiers devra continuer à améliorer ses installations afin de maintenir ses parts de marché. Or, sur ce plan, il semble que l'industrie de la région de Québec devrait être en mesure de faire face à l'avenir si l'on en juge par les résultats les plus récents qui indiquent l'injection de forts capitaux depuis 1985. Quant aux effets du libre-échange, ils ne devraient pas soulever beaucoup d'inquiétude compte tenu qu'environ 80% de la production canadienne est d'ores et déjà libre de tout tarif douanier.

Enfin, le secteur de la transformation du bois ne saurait être complet sans mentionner l'existence de plusieurs entreprises de fabrication d'armoires, de portes et fenêtres et de moulures de bois. Ces entreprises connaissent actuellement une certaine prospérité grâce, entre autres, à l'augmentation du nombre de mises en chantier depuis la reprise du secteur de la construction. On estime par ailleurs que la région de Québec est devenue le château fort du Québec dans le domaine de la fabrication de portes et fenêtres en bois. Le point de saturation est d'ailleurs pratiquement atteint.

L'industrie du meuble occupe elle aussi une place importante dans la région. Bien que la concurrence y soit très vive, certaines entreprises affichent des chiffres d'affaires de plusieurs millions de dollars. La recherche de styles avant-gardistes, l'ajustement de la production aux goûts et aux besoins des consommateurs, une présence de plus en plus grande sur le marché américain et un climat de travail sain sont autant de facteurs qui expliquent les succès rencontrés par ces entreprises.

2.3 L'industrie minérale

Malgré une certaine reprise amorcée en 1983, la valeur de la production minérale du Québec accusait encore une baisse de 12% à la fin de 1985 comparativement à 1980, année record où les expéditions minérales québécoises avaient atteint tout près de 2,5 milliards de dollars. D'importants problèmes d'ordre structurel affectent en effet certaines productions depuis quelques années notamment le fer, le cuivre et l'amiante.

TABLEAU 20
VALEUR DES EXPÉDITIONS MINÉRALES DU QUÉBEC ET DE LA RÉGION DE QUÉBEC EN MILLIONS DE DOLLARS

	1980	1982	1984	1984/1980 %
Région de Québec	338,2	258,5	294,4	- 12,9
Québec	2 470,1	2 015,7	2 169,5	- 12,2
Région 03/Québec	13,7%	12,8%	13,6%	

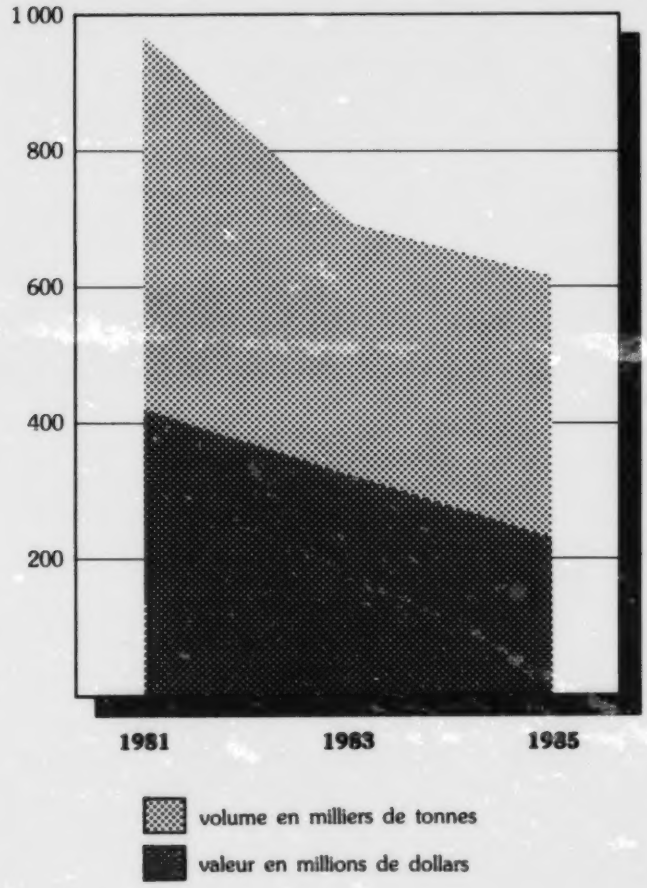
Source: MER, L'industrie minérale du Québec, 1983-1985.

L'industrie minérale de la région de Québec est concentrée dans la production de minéraux industriels, dont l'amiante, ainsi que dans la production de matériaux de construction. Malgré une conjoncture passablement difficile, l'exploitation des mines d'amiante demeure encore la production la plus importante de la région. En 1981, la région comptait quatre producteurs et sept mines étaient en exploitation. La capacité de production annuelle était alors évaluée à 710 000 tonnes de fibres et le nombre d'emplois variait autour de 4 500.

À la fin de 1986, la situation était considérablement changée. On ne comptait plus qu'un seul producteur et trois mines en exploitation. La capacité de production a été ramenée à 300 000 tonnes de fibres par année et les emplois ne sont plus que 1 500. La récente récession de 1982-1983 alliée à la vive concurrence des nouveaux producteurs provenant des pays en voie de développement ainsi que la publicité négative qui a entouré l'utilisation des produits à base d'amiante au cours des dernières années constituent en effet un ensemble de facteurs qui ont grandement perturbé cette industrie d'extraction située uniquement dans les régions de Québec et de l'Estrie.

Graphique 4

Évolution des expéditions québécoises d'amiante, 1981-1985



***Source*: MER, *Statistiques sur l'industrie minérale*, 1984-1987.**

Après avoir réagi de façon individuelle à la baisse constante de la demande, les producteurs de la région 03 ont récemment décidé d'unir leurs efforts pour maintenir la présence de ce secteur dans l'économie régionale. Au cours de l'été 1986, les propriétaires du lac d'Amiante du Québec, ceux des Mines d'Amiante Bell et ceux de la Société Asbestos formèrent une société en commandite, LAB Chrysotile inc., afin de rationaliser leurs activités autour des sites les plus rentables. Grâce à ce regroupement, on estime que les producteurs d'amiante de la région de Québec assureront une meilleure planification de leur production.

L'avenir de cette industrie demeure encore incertain. L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) doit en effet rendre une décision en 1988 sur le bannissement éventuel des produits d'amiante aux États-Unis, principal marché d'exportation des producteurs canadiens. Par ailleurs, l'apparition de nouveaux concurrents pourrait rendre beaucoup plus difficile la pénétration des marchés de l'Europe et de l'Asie. Ces nouveaux producteurs, notamment en provenance du Zimbabwe et du Brésil, exportent en effet à moindre coût des produits d'amiante de qualité comparable à celle des produits canadiens.

Parmi les autres minéraux industriels, l'exploitation du talc offre certaines possibilités de développement. La région de Québec produit en effet un talc de bonne qualité à partir d'une mine à ciel ouvert située à Saint-Pierre-de-Broughton et appartenant à la société Luzcan, l'un des deux producteurs du Québec. Désireux de profiter de la croissance du marché de ce minerai, les propriétaires de Luzcan projettent l'ouverture d'une seconde mine au même endroit, ce qui pourrait doubler leur capacité de production.

L'industrie minérale de la région produit également des matériaux de construction, deux des cinq producteurs de ciment du Québec étant situés dans la région 03. Les entreprises Ciment Saint-Laurent de Beauport et Ciment Québec de Saint-Basile de Portneuf emploient au total un peu plus de 300 travailleurs et représentent près du tiers de la capacité de production de ciment de la province. Cette industrie dépend uniquement du secteur de la construction et connaît actuellement une certaine prospérité grâce à la reprise de l'industrie de la construction qui s'est manifestée au cours des dernières années. Depuis 1983, les ventes de ciment sont donc à la hausse tant au Québec qu'en Nouvelle-Angleterre, principal marché d'exportation des cimenteries québécoises et ont ainsi contribué à insuffler un nouvel élan au secteur des produits minéraux non métalliques déjà lourdement handicapé par le déclin de l'industrie de l'amiante.

Les mines de granit de Rivière-à-Pierre, dans Portneuf, connaissent elles aussi un certain essor. On y produit un granit de qualité qui est principalement exporté vers les États-Unis. Les ventes de granit sont en hausse depuis quelques années en raison également de l'activité accrue de la construction.

PARTIE 3: LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR SECONDAIRE

3.1 L'industrie de la construction

À la fin de 1986, l'industrie de la construction occupait un peu plus de 19 000 travailleurs dans la région de Québec, représentant ainsi 25,6% des emplois du secteur secondaire de la région et près de 14% à l'échelle du Québec.

La diminution du loyer de l'argent et la mise en place de plusieurs programmes gouvernementaux favorisant l'accession et l'amélioration des propriétés ont eu pour effet de créer un véritable essor dans ce secteur au cours des dernières années. Bien que le secteur domiciliaire occupe la majeure partie de cette industrie, la construction de bâtiments industriels et commerciaux a connu elle aussi un développement intéressant au cours de cette période.

L'absence de données régionales sur l'industrie de la construction nous amène à considérer la région métropolitaine de recensement comme base de comparaison. À ce chapitre, la région métropolitaine de Québec a suivi la même tendance que l'ensemble du Québec au cours des dernières années. Entre 1981 et 1985, le nombre de mises en chantier a connu une augmentation de l'ordre de 64% pendant que la valeur totale des résidences et des bâtiments construits augmentait de près de 50%.

TABLEAU 21
ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION 1981-1985

	Nombre de mises en chantier				Valeur estimative de la construction en millions de dollars			
	1981	1983	1985	1985/1981 %	1981	1983	1985	1985/1981 %
Québec-métro	3 746	4 622	6 140	+ 63,9	366	372	545	+ 48,9
Ensemble du Québec	23 121	33 646	41 404	+ 79,1	2 864	3 069	4 475	+ 56,2

Source: Statistique Canada, cat. 64-001, 64-002, Décembre 1981-1986.

3.2 L'industrie manufacturière

3.2.1 Caractéristiques générales

Les activités de fabrication et de transformation de biens de consommation et de produits divers occupaient un peu plus de 56 000 travailleurs à la fin de 1986 dans la région 03, soit environ 10% de la main-d'oeuvre manufacturière du Québec.

L'industrie manufacturière de la région présente une grande diversification en termes d'activités dont certaines occupent même une place importante à l'échelle du Québec, compte tenu d'une concentration d'emplois supérieure à la moyenne provinciale. C'est le cas notamment de l'industrie du tabac, du bois, du cuir, des produits minéraux non métalliques, du pétrole et charbon, du meuble, du papier, du plastique ainsi que des aliments et boissons qui peuvent être qualifiés de spécialités régionales.

TABLEAU 12
RÉPARTITION DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES 1986

	Région 03	%	Province	%	Région 03 / Province %
Aliments et boissons	7 000	12,5	56 700	10,1	12,3
Tabac	1 000	1,8	3 600	0,6	27,8
Caoutchouc et plastique	2 600	4,6	20 600	3,7	12,6
Cuir	1 800	3,2	9 400	1,7	19,1
Textile	1 100	2,0	31 100	5,5	3,5
Habillement	5 400	9,6	76 100	13,5	7,1
Bois	6 700	11,9	33 400	5,9	20,1
Meuble	3 200	5,7	22 100	3,9	14,5
Papier	5 000	8,9	39 600	7,0	12,6
Imprimerie et édition	3 700	6,6	41 800	7,4	8,8
Métaux primaires	1 300	2,3	31 700	5,6	4,1
Produits métalliques	3 400	6,1	35 500	6,3	9,6
Machinerie	1 700	3,0	16 100	2,9	10,6
Equipement de transport	3 600	6,4	47 200	8,4	7,6
Produits électriques	1 800	3,2	37 100	6,6	4,8
Produits minéraux non métalliques	2 200	4,0	13 200	2,3	16,7
Pétrole et charbon	500	0,9	3 200	0,6	15,6
Industrie chimique	1 900	3,4	26 400	4,7	7,2
Manufacturier divers	2 200	3,9	18 900	3,3	11,6
Total	56 100	100,0	563 700	100,0	10,0

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

Dans l'ensemble, l'industrie manufacturière de la région de Québec est dominée par des secteurs rendus à leur maturité. Plusieurs entreprises appartenant à ces secteurs ont en effet atteint un haut niveau de développement et ne sont guère susceptibles d'exercer un impact majeur en termes de création de milliers de nouveaux emplois et d'activités de sous-traitance diverses. La plupart d'entre elles appartiennent à l'industrie du bois, du papier, du meuble, de l'imprimerie, des aliments et boissons, des équipements de transport ainsi que des produits métalliques[1].

TABLEAU 13
INDUSTRIES MAJEURES DE LA RÉGION DE QUÉBEC ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS

Industrie	1980	1981	1982	1983
Bois	285	300	301	300
Aliments et boissons	216	208	202	165
Imprimerie, édition, etc.	163	163	159	165
Produits en métal	134	130	146	108
Meubles et articles d'ameublement	132	139	127	115
Sous-total	930	940	935	853
Total (région 03)	1 422	1 435	1 419	1 350
Groupes majeurs/Région 03	65,4%	65,5%	65,9%	63,2%

Source: Statistique Canada, cat. 31-209, 1980-1983.

1. Au total, plus de 52% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région est concentrée dans ces secteurs.

Industrie	1980	1981	1982	1983
Aliments et boissons	1 023	1 183	1 346	1 364
Papier et activités diverses	580	702	621	595
Bois	354	431	344	504
Équipement de transport	240	210	457	289
Produits métalliques	182	205	191	162
Sous-total	2 379	2 731	2 959	2 914
Total (région 03)	4 205	4 810	5 110	5 378
Groupes majeurs/Région 03	56,6%	56,8%	57,9%	54,2%

Source: Statistique Canada, cat. 31-209, 1980-1983.

Malgré l'émergence de nouveaux secteurs comme les produits plastiques, les produits électriques et certains équipements de transport, la région de Québec compte également un bon nombre d'emplois dans des secteurs mous ou traditionnels soumis à la concurrence très forte de certains pays où les coûts de main-d'oeuvre sont moins élevés qu'au Québec et au Canada. Les secteurs affectés par cette compétition étrangère sont surtout ceux du vêtement, du cuir, de la chaussure et du meuble. Ils emploient au total un peu plus de 10 000 travailleurs répartis un peu partout sur le territoire de la région.

3.2.2 Évolution récente des secteurs

Compte tenu des liens naturels qui les relient aux activités du secteur primaire, les industries des aliments et boissons, du bois,du meuble, des pâtes et papiers, des mines et celles des produits minéraux non métalliques ont déjà été traitées à l'intérieur du chapitre portant sur l'industrie des ressources.

Autour de 7 000 personnes trouvent ainsi du travail dans les entreprises de fabrication de produits alimentaires de la région appartenant à la filière agro-alimentaire; 15 000 autres travaillent dans les entreprises de fabrication de meubles, de papiers et autres produits en bois découlant de la filière du bois; enfin, un peu plus de 2 000 personnes travaillent à la transformation des produits minéraux non métalliques comme l'amiante et le ciment, qui sont les principales productions minérales de la région.

Secteurs mous

Au cours des dernières années, plusieurs entreprises québécoises de fabrication de vêtements ont entrepris de rationaliser leurs opérations afin de protéger leurs parts de marché menacées par la concurrence étrangère. Ces réaménagements ont touché l'industrie textile de la région de Québec avec, entre autres, la fermeture de l'usine Dominion Textile de Montmorency en 1984.

Les entreprises du tabac et du cuir de la région sont en situation de plafonnement. Ces secteurs sont fragiles et dépendent des politiques gouvernementales en matière d'importation et d'exportation notamment. Dans le domaine du tabac, la fermeture graduelle d'Imperial Tobacco, qui comptait plus de 300 employés, fera de l'usine Rothmans le seul employeur dans ce secteur au début de 1988. Par ailleurs, malgré les difficultés de l'industrie du cuir, le secteur de la chaussure se porte bien dans la région métropolitaine de Québec. Certaines entreprises sont même considérées comme des leaders au Québec et au Canada.

Imprimerie et édition

Le secteur de l'imprimerie draine pour sa part une bonne partie des emplois manufacturiers de la région. On a même noté un accroissement important du nombre d'emplois depuis 1981. Les emplois de ce secteur demeureront toutefois sensibles aux innovations technologiques.

Équipement de transport

Le secteur des équipements de transport a connu sa part de difficultés au cours des dernières années, notamment avec le déclin des activités des chantiers maritimes de Lauzon. Entre 1981 et 1984, l'activité des chantiers maritimes a surtout été marquée par la construction de plus d'une dizaine de plates-formes de forage de type auto-élévatrice. Environ 2 000 ouvriers étaient à l'emploi des chantiers maritimes au plus fort de ces travaux. L'abandon de plusieurs projets d'exploration pétrolière suite à la chute des prix du pétrole et le déplacement du marché de ces plates-formes vers Singapour ont cependant entraîné l'arrêt de nouvelles constructions de ce type de structure de forage.

Entre temps, la construction d'un super traversier au coût de 130 M$ pour CN Marine et l'octroi de quelques contrats de réparation de navires de guerre et commerciaux n'ont pas empêché le déclin de cette industrie qui n'employait plus que 800 travailleurs au début de 1987. Certains projets permettent toutefois d'entrevoir l'avenir immédiat avec un peu plus d'optimisme.

Outre le domaine maritime, l'industrie de l'équipement de transport demeure plutôt faible dans la région. Deux entreprises réussissent néanmoins à se distinguer tant au Québec que sur les marchés extérieurs. Prévost Car de Sainte-Claire de Bellechasse procède actuellement à l'agrandissement de son usine afin de produire sous peu un autocar long-courrier «articulé» qui pourrait avantageusement concurrencer plusieurs lignes de transport de voyageurs par rail. Cette entreprise, qui emploie plus de 300 employés d'usine, se classe parmi les premiers fabricants d'autocars conventionnels en Amérique du nord. De son côté, Manac de Saint-Georges de Beauce continue à faire sa marque dans la fabrication de remorques et semi-remorques pour camions.

TABLEAU 25
EMPLOIS MANUFACTURIERS DE LA RÉGION DE QUÉBEC

	1985	1986	1987
Aliments et boissons	6 800	7 000	7 100
Tabac	1 200	1 000	1 000
Caoutchouc et plastique	1 900	2 600	3 000
Cuir	1 000	1 800	1 800
Textile	1 200	1 100	1 100
Habillement	6 700	5 400	5 300
Bois	5 400	6 700	6 500
Meuble	3 500	3 200	3 200
Papier	4 200	5 000	4 900
Imprimerie et édition	3 300	3 700	3 700
Métaux primaires	1 900	1 300	1 300
Produits métalliques	2 600	3 400	3 400
Machinerie	600	1 700	1 800
Équipement de transport	2 300	3 600	3 600
Produits électriques	1 800	1 800	1 800
Produits minéraux non métalliques	2 300	2 200	2 200
Pétrole et charbon	500	500	500
Industrie chimique	1 900	1 900	2 000
Divers	2 300	2 200	2 300
Total	51 400	56 100	56 500

Source: MMSR, Perspectives du marché du travail, prévisions 1986-1988.

Transformation des métaux

L'industrie de la première transformation des métaux est associée par définition aux activités des aciéries, des alumineries ainsi qu'aux usines de laminage. Cette industrie est absente de la région de Québec. Un nombre important de fonderies de pièces moulées et quelques entreprises de fabrication de produits à base d'aluminium témoignent par contre d'une certaine activité dans ce domaine.

Le secteur des produits métalliques est surtout représenté par Les Aciers Canam, le plus grand fabricant de poutrelles d'acier ajourées au Canada. Cette entreprise possède une usine dans la Beauce où travaillent près de 600 personnes. Par ailleurs, plusieurs entreprises d'emboutissage et de matriçage de feuilles de métal ont des carnets de commande bien garnis, notamment dans le domaine de la fabrication de pièces d'avion, d'automobiles et autres.

Pétrole et produits chimiques

Caractérisée par la transformation du pétrole en produits non énergétiques, l'industrie pétrochimique est inexistante dans la région de Québec. L'industrie pétrolière manifeste par contre sa présence grâce aux installations de la compagnie Ultramar, de Saint-Romuald, qui transforme le pétrole en divers produits énergétiques. Suite au récent mouvement de rationalisation des activités de raffinage au Québec, trois raffineries sont demeurées en opération. Ultramar vient au second rang pour sa capacité de production, immédiatement après Shell, mais avant Pétro-Canada, deux entreprises situées à Montréal.

Autrefois orientées vers la production d'huiles lourdes pour le chauffage des usines et des grandes institutions, les activités de la raffinerie Ultramar ont été modifiées au début de 1982 afin de mieux adapter la production à la demande locale. On a ainsi procédé à l'installation d'une unité de craquage catalytique permettant de transformer les fractions lourdes de pétrole en composantes d'essence à moteur, d'huile à chauffage domestique et diesel. Ces travaux ont nécessité des investissements de l'ordre de 310 M$ et ont été complétés vers la fin de 1984.

Par ailleurs, afin d'élargir son marché local la compagnie a fait l'acquisition du réseau de distribution SPUR en 1983 et de celui de la compagnie GULF en 1985. Grâce à ces travaux et à ces diverses transactions, Ultramar est en train de conférer une place importante à la région de Québec dans l'industrie pétrolière au Québec. Toutefois, à moins de diversifier ses activités et de se lancer dans le secteur pétrochimique, les changements survenus récemment à la raffinerie de Saint-Romuald ne devraient pas créer un nombre important de nouveaux emplois directs au cours des prochaines années.

Secteurs en développement

Certains secteurs de l'industrie manufacturière régionale présentent des perspectives intéressantes. C'est le cas, entre autres, du secteur des plastiques présentement en pleine croissance sur la rive-sud. Avec plus de 400 employés et un chiffre d'affaires de plusieurs dizaines de millions de dollars, la compagnie IPL de Saint-Damien de Bellechasse assume un véritable leadership dans cette industrie. Cette compagnie se spécialise dans la production d'une foule de produits dont des contenants, moulures, chaises et autres produits fabriqués à partir d'un procédé d'injection. Il y a quelques années, IPL a également percé le marché des pièces d'automobiles en obtenant un important contrat de la compagnie Ford. La croissance de cette entreprise a produit un effet d'entraînement en donnant naissance à plusieurs entreprises de sous-traitance situées à proximité et particulièrement dans la région de la Beauce. Au total, on estime qu'il s'est créé près d'un millier de nouveaux emplois dans ce secteur au cours des dernières années.

La région compte également plusieurs entreprises dans le secteur des produits électriques et électroniques. Bien que la plupart soient de la taille des PME, au moins deux d'entre elles ont une envergure plutôt respectable. La Compagnie Générale Électrique du Canada possède à Québec une usine qui emploie 260 personnes et fabrique plusieurs produits dont, entre autres, des compteurs d'électricité et divers instruments de mesure. Inglis de Montmagny emploie pour sa part près de 400 employés et fabrique des cuisinières domestiques et autres appareils électro-ménagers.

D'autres entreprises possèdent un personnel variant autour d'une centaine de personnes et fabriquent divers produits allant de l'instrumentation scientifique aux lasers. Parmi ces entreprises, Consulab et Gentec font preuve d'un certain dynamisme; plusieurs fabriquent aussi des logiciels et du matériel informatique et sont en train de développer une spécialité régionale dans le domaine des logiciels éducatifs et didactiques. L'avenir de ce secteur demeure cependant lié au développement de certains projets comme celui du Parc technologique de Sainte-Foy et de l'Institut d'optique et de laser, seule avenue pouvant permettre de développer une expertise valable pour attirer un plus grand nombre d'entreprises de ce type dans la région.

3.2.3 Perspectives d'avenir

Qu'on envisage la question sous l'angle du nombre d'établissements manufacturiers, de la valeur des ventes ou par rapport au nombre d'emplois, on constate actuellement que la structure industrielle de la région de Québec, particulièrement dans la zone métropolitaine, n'évolue pas rapidement.

En effet, les activités industrielles sont principalement orientées vers la fabrication de produits et de biens de consommation appartenant aux secteurs des aliments et boissons, des pâtes et papiers, du bois, des produits métalliques et de la construction navale. Or, ces secteurs ont au moins en commun d'avoir atteint un certain degré de plafonnement. En d'autres termes, on ne peut compter sur eux pour inculquer un nouvel élan à l'économie régionale et créer les quelques milliers de nouveaux emplois industriels nécessaires à l'équilibre régional.

Depuis quelques années, divers intervenants se préoccupent particulièrement de corriger cette situation afin d'engendrer un nouveau cycle d'industrialisation et permettre une plus grande diversification de l'économie. Une certaine école de pensée entend y parvenir par l'implantation d'industries à grand gabarit et tente depuis déjà quelque temps de réaliser un complexe industrialo-portuaire à l'intérieur de la zone métropolitaine de Québec.

Des pourparlers sont présentement en cours afin d'implanter une nouvelle aluminerie au Québec. Quatre sites font ainsi l'objet d'une étude de faisabilité dont deux sont situés dans la région 03: l'un à Pointe-la-Martinière, à Lauzon, et l'autre à Deschambault, dans le comté de Portneuf. L'implantation de cette aluminerie signifierait un investissement initial de 1,3 milliard de dollars, près de 1 000 nouveaux emplois, une masse salariale annuelle de l'ordre de 81 millions de dollars et plus de 4 000 emplois indirects, sans compter les revenus de taxes annuelles pour la municipalité concernée. L'avenir de ce méga-projet est toutefois lié à l'évolution du marché de l'aluminium ainsi qu'à la disponibilité de sources énergétiques à des coûts permettant de demeurer compétitifs sur les marchés internationaux.

D'autres intervenants considèrent plutôt urgent de favoriser le développement d'entreprises autochtones et multiplient les efforts pour faire en sorte que la société devienne plus accueillante à l'entrepreneurship. On constate ainsi que depuis le mouvement de reprise de l'économie plusieurs médias écrits et électroniques s'occupent de faire la promotion des succès de certaines entreprises de la région afin de développer un nouveau climat de confiance et communiquer le goût des affaires à la nouvelle génération des entrepreneurs.

D'autres efforts sont concentrés vers la recherche de nouveaux secteurs pouvant rajeunir l'industrie régionale et lui conférer certains domaines de spécialisation. Le secteur de la haute technologie présente ainsi des possibilités intéressantes dans la zone métropolitaine de Québec. Plusieurs laboratoires et centres de recherche sont en effet situés au coeur de la région; parmi ceux-ci, on note le Centre de recherche du ministère canadien de la Défense nationale, à Valcartier (CRDV); le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ); l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et le Laboratoire de recherche en optique et laser de l'Université Laval (LROL). La présence de cette importante infrastructure de recherche et l'activité d'une trentaine d'entreprises dans différents domaines de pointe ont abouti, en 1983, à la création d'un regroupement de forces régionales connu sous le nom du Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel de la région de Québec (GATIQ).

Parmi ses objectifs, le GATIQ s'assure que la région puisse bénéficier des retombées industrielles et commerciales de la recherche. Les efforts de ces institutions de recherche ont entre autres permis jusqu'à maintenant la réalisation du Parc technologique de Sainte-Foy, situé à l'intérieur de l'axe Université Laval - CRIQ - Aéroport de Québec. La réalisation de ce parc technologique fera d'ailleurs de la région 03 la première région du Québec à être dotée d'un nouveau concept de parc industriel spécialement conçu pour implanter des entreprises et des laboratoires de recherche dans le domaine de la haute technologie. Les corridors de recherche qui présentent des possibilités de développement sont ceux de l'optique et du laser, la biomasse forestière et aquatique, la bureautique et l'informatique, le recyclage et la récupération et enfin, le secteur bio-médical ainsi que l'agro-alimentaire.

Par ailleurs, on s'affaire présentement à construire à l'intérieur du parc technologique les locaux du futur Institut national d'optique. Fruit d'une entente entre le gouvernement du Canada et celui du Québec, ce projet devrait favoriser la conception de nouveaux produits dans le secteur de l'optique et du laser et permettre à la région de Québec de conserver l'avance qu'elle détient encore sur le reste du Canada dans ce domaine.

Afin de doter la région de Québec de plusieurs entreprises dans des secteurs de pointe, il faudra aussi faciliter l'obtention de capital de risque pour soutenir les projets de recherche. Sur ce point, il semble qu'on ait assisté à un tournant important depuis quelques années; en effet, entre 1982 et 1985, le nombre d'entreprises manufacturières impliquées dans des activités de recherche est passé de 51 à 73, ce qui représente une augmentation de 43%.

En tenant compte à la fois des efforts individuels de l'industrie et du travail de concertation des organismes concernés, on peut considérer que des éléments majeurs sont déjà à l'oeuvre pour faire de la région de Québec un centre d'attraction valable dans le domaine de la haute technologie.

Jusqu'à ce jour, la plupart des entreprises manufacturières ont bénéficié du mouvement de reprise de l'économie. La dépréciation du dollar canadien a, par ailleurs, donné un coup de pouce supplémentaire à celles qui entretenaient des activités d'exportation surtout vers les États-Unis. Ces deux facteurs auront sans doute aidé beaucoup d'entreprises à reprendre leur souffle et à planifier des projets d'expansion. La majorité des intervenants reconnaissent toutefois qu'il faut maintenant aller plus loin. Aussi, dans le contexte particulier des négociations canado-américaines sur le libre-échange, il importe plus que jamais de supporter tous les efforts qui visent à rajeunir l'industrie manufacturière régionale, à consolider ses activités autour de secteurs forts et dynamiques, à investir dans des domaines de pointe et enfin, à la rendre davantage compétitive.

PARTIE 4: LE SECTEUR TERTIAIRE

4.1 Caractéristiques générales

Avec plus de 300 000 travailleurs occupant diverses fonctions dans les domaines de l'administration publique, de la finance, du commerce et des nombreux services desservant la population, le secteur tertiaire apparaît nettement le secteur prédominant de l'économie de la région de Québec. Deux autres régions ont également une économie fortement tertiarisée de sorte que la région 03 se situe au second rang entre l'Outaouais et Montréal avec respectivement 77,6%; 75,5% et 74,3% de l'emploi dans ce secteur.

TABLEAU 24
RÉPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR TERTIAIRE 1986

	Région de Québec	Québec	Région 03/ Québec %
Transport, communications et services publics	25 500	218 200	11,7
Commerce	68 400	514 800	13,3
Finance, assurance et affaires immobilières	25 500	155 500	16,4
Administration publique et défense	48 700	197 600	24,6
Services			
Enseignement	28 200	198 900	14,2
Services médicaux et sociaux	41 000	269 200	15,2
Associations	4 900	22 900	21,4
Divertissements et loisirs	4 000	30 000	13,3
Services aux entreprises	13 400	118 300	11,3
Services personnels	13 500	82 500	16,4
Hébergement et restauration	24 500	162 900	15,0
Divers	7 900	62 200	12,7
Sous-total: services	137 400	946 900	14,5
Total	305 500	2 033 000	15,0

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

Parmi les facteurs qui expliquent cette prédominance dans la Grande région de la Capitale, on ne peut passer sous silence l'importance que représente encore l'État au coeur même de la région. L'administration publique et le secteur de la défense occupaient en effet près de 49 000 personnes à la fin de 1986.

Par ailleurs, la présence de plusieurs sièges sociaux de compagnies d'assurance ainsi que celle de nombreuses succursales d'institutions financières fournissent un autre bassin d'emplois important. Au total, on compte plus de 25 000 emplois reliés au monde des affaires. De plus, environ 27 000 autres personnes travaillent dans différents services professionnels essentiels aux activités des entreprises et des affaires en général; il s'agit d'emplois dans des bureaux d'avocats, d'experts comptables, d'ingénieurs ou autres services professionnels.

L'importance de ces données est considérable car celles-ci portent sur des activités qui appuient le rayonnement économique de la région à l'échelle de la province dans le secteur public notamment. Il en est de même pour une partie importante des activités reliées au tourisme et à l'enseignement universitaire.

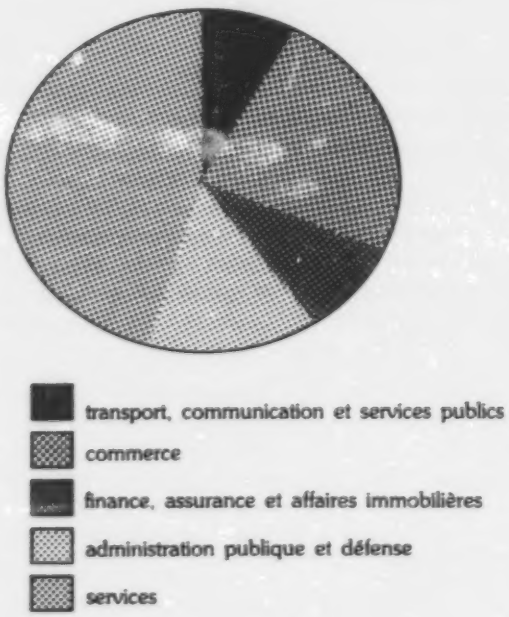
Compte tenu de la taille et de la répartition de la population sur l'ensemble de son territoire, la région de Québec a mis sur pied au cours des dernières décennies un réseau de services sociaux passablement développé et organisé. À eux seuls, les milieux de l'enseignement et des soins de santé fournissaient du travail à plus de 69 000 personnes en 1986.

Le commerce de détail occupe lui aussi une place importante en termes d'emplois. Comme le montre l'expansion de nombreux centres d'achats, ce secteur a connu un développement intéressant au cours des dernières décennies si bien que l'on compte autour de 68 000 personnes qui y travaillent. Le reste de l'emploi tertiaire est réparti entre une multitude de secteurs qui totalisent autour de 70 000 emplois dans les transports, les services publics, le tourisme, l'hébergement, la restauration et les loisirs.

Ces chiffres illustrent bien l'importance du secteur tertiaire dans l'économie de la région de Québec, spécialement dans le secteur public, lequel compte 25% des emplois du Québec dans ce domaine. L'image d'une région capitale exportatrice de services gouvernementaux ailleurs au Québec devrait donc demeurer encore longtemps à moins que de nouvelles bases économiques se développent au cours des prochaines années.

Graphique 5

Répartition de l'emploi du secteur tertiaire de la région de Québec, 1986



Source*: MMSR, *Estimations du marché du travail, 1981-1987.

4.2 Le tertiaire financier

Grâce à la présence du siège social du Mouvement Desjardins à Lévis et aux sièges sociaux des compagnies d'assurances établies à l'intérieur de la zone métropolitaine, la région de Québec réussit à se tailler une certaine place dans les milieux de la finance au Québec.

4.2.1 Les institutions de dépôt

Parmi les institutions de dépôt, le Mouvement Desjardins occupe une position très enviable sur le marché des dépôts et des prêts à la consommation dans la région 03. À elle seule, la Fédération des Caisses Desjardins de Québec compte plus de 300 caisses où s'affaire un personnel d'environ 3 000 employés. Quatre autres institutions appartenant au mouvement des Caisses d'établissement du Québec viennent compléter le réseau des 341 caisses d'épargne et de crédit de la région.

TABLEAU 27
INSTITUTIONS DE DÉPÔT SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC 1985

	Caisses d'épargne et de crédit	%	Banques à charte	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	94	6,8	32	2,6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	76	5,4	48	3,8
Québec	**341**	**24,4**	**170**	**13,5**
Mauricie — Bois-Francs	156	11,2	68	5,4
Estrie	76	5,4	51	4,1
Montréal	515	36,8	797	63,5
Outaouais	48	3,4	39	3,1
Abitibi-Témiscamingue	57	4,1	30	2,4
Côte-Nord	32	2,3	18	1,4
Nord-du-Québec	3	0,2	2	0,2
Québec	**1 398**	**100,0**	**1 255**	**100,0**

Source: BSQ, L'activité des institutions de dépôt au Québec 1981-1985, Statistiques économiques, 1986.

Mis à part l'épisode bien connu des caisses d'entraide économique ainsi que la récession de 1982, l'ensemble des caisses populaires de la région a su conserver la confiance du public malgré une conjoncture somme toute difficile. En effet, la plupart des statistiques révèlent que les caisses populaires de la région de Québec ont connu une bonne performance au cours des dernières années notamment au niveau des prêts personnels.

TABLEAU 28
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE LA RÉGION DE QUÉBEC EN MILLIONS DE DOLLARS

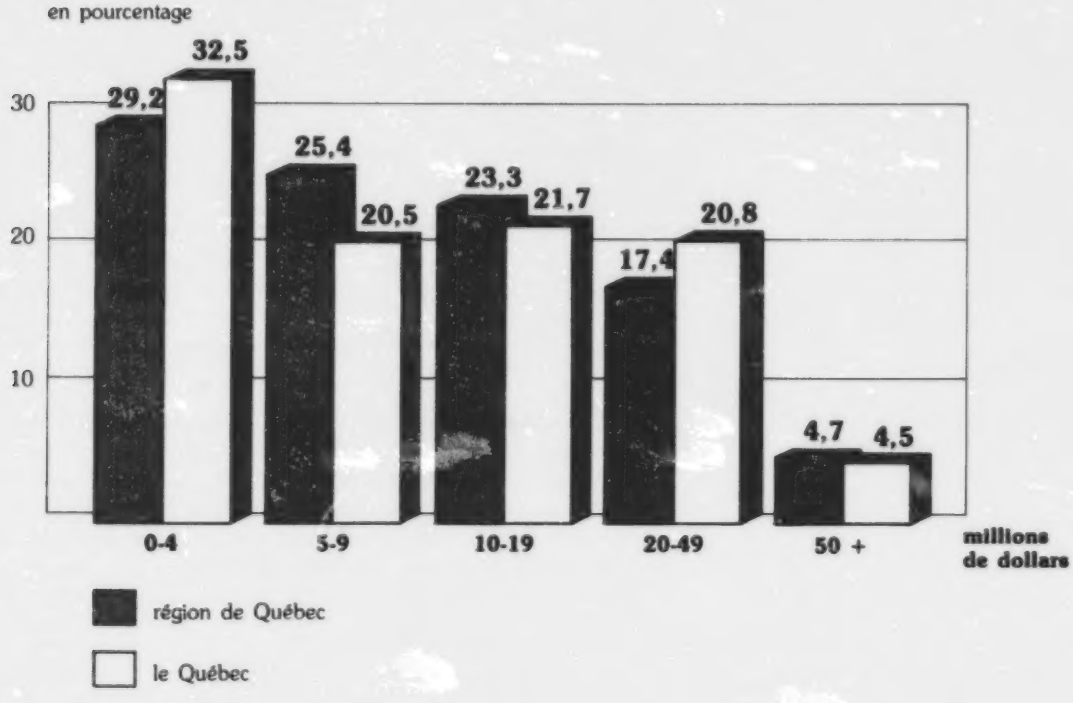
	1981	1985	1985/1981 %
Actif total	3 652,7	4 992,0	+ 36,7
Épargne	3 049,0	4 439,2	+ 45,6
Prêts personnels	813,5	1 657,0	+ 103,7
Prêts hypothécaires	1 816,7	1 920,0	+ 5,7

Source: BSQ, L'activité des institutions de dépôt au Québec 1981-1985, Statistiques économiques, 1986.

La taille des caisses populaires de la région de Québec s'apparente à celle de l'ensemble des caisses du Québec. La région compte toutefois un pourcentage plus élevé de caisses dont les actifs se situent entre 5 et 20 M$.

Graphique 6

Répartition des institutions de dépôt du Mouvement Desjardins par tranche d'actifs



***Source*: BSQ, *L'activité des institutions de dépôt au Québec 1981-1985*, 1986.**

Les banques à charte sont également présentes dans la région mais le peu de données disponibles les concernant ne permet pas de comparer leurs activités à celles des caisses d'épargne et de crédit. On sait cependant qu'elles sont très actives dans le domaine des prêts commerciaux et industriels. Aucune banque ne possède son siège social dans la région de Québec et les 170 succursales réparties sur l'ensemble du territoire représentent 13,5% du total des succursales établies au Québec. La Banque Nationale vient au premier rang avec un réseau de 101 succursales.

4.2.2 Les compagnies d'assurance

Le secteur de l'assurance représente une industrie majeure dans la région. Plus d'une quinzaine de compagnies ont leur siège social dans l'agglomération immédiate de Québec dont sept opèrent en assurances de personnes et neuf en assurances générales. Ces compagnies administraient des actifs totaux de l'ordre de 4,3 milliards de dollars en 1985.

Certaines compagnies établies à Québec se classent parmi les plus importantes à l'échelle de la province. L'Assurance-Vie Desjardins et L'Industrielle-Vie occupent notamment les deuxième et troisième rangs au Québec quant à la valeur des primes perçues. Leur part de marché s'établissait par ailleurs à 6,7% pour l'Assurance-Vie Desjardins et 5,8% pour L'Industrielle-Vie en 1985. Du côté des compagnies d'assurances générales, le Groupe Desjardins vient au quatrième rang avec une part de marché correspondant à 3,6%.

TABLEAU 29
COMPAGNIES D'ASSURANCES DE PERSONNES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

	Primes perçues au Québec en millions de dollars		Rang au Québec	Part du marché au Québec %
	1981	1985	1985	1985
Assurance-vie Desjardins	171,7	244,0	2	6,7
L'Industrielle Vie	148,1	212,1	3	5,8
Services Santé du Québec (SSQ)	86,1	145,7	8	4,0
La Laurentienne-Vie[1]	104,1	143,7	9	4,0
Mutuelle-Vie des Fonctionnaires	37,9	79,4	17	2,2
La Solidarité	14,2	28,7	29	0,8
L'Union-Canadienne	4,3	5,7	57	0,2
Total	566,4	859,3	—	23,7

Source: L'Inspecteur général des institutions financières, Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs, 1985.

1. À ne pas confondre avec «Le Groupe La Laurentienne».

En 1985, la valeur des primes perçues par les compagnies d'assurances autorisées à faire affaires au Québec se chiffrait autour de 5,9 milliards de dollars. Par rapport à 1981, il s'agit là d'une augmentation de presque 25%.

Pour leur part, les compagnies d'assurances dont le siège social est situé dans la région de Québec ont connu une très bonne performance au cours de cette période. La valeur des primes qu'elles ont perçues est passée d'un niveau de 752 millions de dollars en 1981 à un peu plus d'un milliard de dollars en 1985, ce qui représente une augmentation de 43%. Pendant la même période, la part de marché de ces compagnies s'est donc accrue de 16 à 18%. Voilà bien l'indication d'un secteur qui se trouve présentement en pleine croissance et qui continue d'accentuer sa présence sur l'échiquier économique régional.

TABLEAU 30
COMPAGNIES D'ASSURANCES GÉNÉRALES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

	Primes perçues au Québec en millions de dollars		Rang au Québec	Part du marché au Québec %
	1981	1985	1985	1985
Groupe Desjardins	95,3	89,8	4	3,6
La Capitale	11,1	36,2	19	1,5
L'Union-Canadienne	28,3	30,0	25	1,2
Société mutuelle de réassurance du Québec	12,8	16,8	42	0,7
La Saint-Maurice	16,6	16,0	45	0,6
L'Unique	8,4	9,5	63	0,4
L'Industrielle	4,9	9,1	64	0,4
La Normantal	6,0	7,1	70	0,3
Assurance mutuelle des fabriques du Québec	1,8	2,4	—	0,1
Total	185,2	216,9	—	8,8

Source: L'Inspecteur général des institutions financières, Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs, 1985.

À l'instar des autres compagnies d'assurances du Québec, les compagnies de la région tirent surtout leur profit du secteur de l'assurance-vie. Sur un total de près de 1,1 milliard de dollars de primes perçues au Québec en 1985, 859 M$ provenaient du marché de l'assurance-vie comparativement à 217 M$ pour celui des assurances générales.

Par ailleurs, les assureurs de la région de Québec profitent dans une large part des nouvelles habitudes d'achat des consommateurs québécois en matière d'assurance. Depuis le début des années soixante-dix, on observe en effet une tendance de plus en plus marquée vers l'achat de contrats de rentes et de polices d'assurance-vie offrant uniquement des contrats de protection.

À ce chapitre, entre 1981 et 1985, les compagnies d'assurances de la région ont enregistré une hausse spectaculaire de près de 88% des primes perçues sur des contrats de rentes comparativement à une augmentation de 29% des primes tirées des contrats d'assurance-vie. La performance des compagnies de la région est d'autant plus importante que pour l'ensemble du Québec, les résultats sont nettement inférieurs, soit à peine 33% d'augmentation des primes perçues sur les contrats de rentes pendant la même période.

TABLEAU 31
PRIMES D'ASSURANCES DE PERSONNES PERÇUES AU QUÉBEC PAR LES ASSUREURS AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC EN MILLIONS DE DOLLARS

	1981	1985	1985/1981 %
Assurance-vie	260.4	335.3	+ 28.8
Rentes	167.3	314.1	+ 87.7
Accidents-maladie	134.6	209.9	+ 55.9
Total	562.3	859.3	+ 52.8

Source: L'Inspecteur général des institutions financières, Rapport annuel sur les assurances, 1985.

Les dépenses d'opération de ces institutions représentent par ailleurs un apport économique considérable sur le plan régional. Un peu plus de 150 M$ ont ainsi été injectés dans l'économie de l'agglomération urbaine de Québec en 1985. De cette somme, près de 94 M$ ont été versés en salaires afin de rémunérer les quelque 3 500 personnes à l'emploi de ces sociétés. Le reste des retombées économiques se répartit presqu'à parts égales: 18 M$ en paiements de taxes; 16 M$ en frais d'entretien des sièges sociaux; 16 M$ en frais d'honoraires professionnels et enfin 6,5 M$ en dépenses de publicité.

4.2.3 Les autres institutions financières

Quelques compagnies de fidéicommis et sociétés en valeurs mobilières sont également présentes dans la région. À la fin de 1985, 34 compagnies de fidéicommis étaient autorisées à faire affaires au Québec. Mieux connues sous le nom de fiducies, ces compagnies ont un champ d'activités qui couvre la gestion des biens, le règlement et l'exécution des successions ainsi que le courtage immobilier.

En raison de la prédominance de Montréal et Toronto, la région de Québec ne joue pas un rôle majeur dans cette industrie. La société Fiducie Prêt et Revenu possède toutefois son siège social au coeur même de la région de la Capitale. Même si la valeur des biens sous l'administration de cette compagnie représente à peine 2% des biens administrés par l'ensemble des compagnies québécoises (c'est-à-dire 2,5 milliards de dollars comparativement à 127 milliards de dollars), Fiducie Prêt et Revenu se classe au douzième rang parmi les compagnies opérant au Québec.

Enfin, en plus des quatre bureaux appartenant à Fiducie Prêt et Revenu, on compte un peu plus d'une dizaine de succursales d'autres compagnies établies dans la région. Comme on ne prévoit pas cependant l'arrivée de nouvelles sociétés, ce secteur ne devrait pas connaître des changements importants au cours des prochaines années.

Par ailleurs, un sondage réalisé au début de 1986 par la firme SORECOM pour le compte de la Commission des valeurs mobilières du Québec révélait qu'une proportion de 11% de Québécois âgés de dix-huit ans et plus détenaient des actions en bourse ou sur le marché hors cote en 1985. De ce nombre, 69% provenaient de la région de Montréal; 12% de la région de Québec et 19% des autres régions du Québec.

La proportion des Québécois de la région 03 qui possèdent et transigent des actions sur le marché boursier demeure pour le moment inférieure au poids de la population de la région dans la province. Le même sondage révèle toutefois que le marché des valeurs mobilières bénéficie d'une popularité grandissante dans la région de Québec puisque parmi les acquéreurs d'actions de moins d'un an au cours de 1985, 19% provenaient de la région de la Capitale contre 63% pour celle de Montréal.

La région de Québec possède toutefois certains atouts qui, s'ils étaient mis davantage à contribution, pourraient lui permettre d'occuper une place plus importante dans ce secteur d'activités. Sa population bénéficie en effet d'un haut niveau de vie et dispose d'un bon patrimoine économique à investir.

4.3 Le tertiaire public

Le statut de capitale de la deuxième plus importante province du Canada confère à Québec ainsi qu'à l'ensemble de la région un caractère spécifique par rapport au reste de la province. Ce statut se traduit par un certain nombre d'avantages économiques qui font du secteur public une véritable industrie régionale.

Depuis quelques années déjà, on observe cependant un certain mouvement de déconcentration en faveur des autres régions qui réclament elles aussi leur part d'emplois et de retombées économiques diverses. Quelle que soit l'importance de cette tendance, il convient cependant d'évaluer ce que représente la présence de l'État dans la région de Québec.

4.3.1 L'emploi gouvernemental

Entre 1981 et 1986, le personnel régulier et occasionnel de la Fonction publique québécoise est passé de 72 488 à 70 884 employés[1]. Cette diminution de l'ordre de 2,2% a toutefois été compensée par une augmentation des effectifs occasionnels dont le nombre, évalué en termes d'année-personnes, s'est effectivement accru de près de 22% pendant cette période.

TABLEAU 32
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (SECTEUR PUBLIC)

Catégorie de personnel	1981	1986	1986/1981 %
Régulier	61 165	57 115	- 6,6
Occasionnel	11 323	13 769	+ 21,6
Total	72 488	70 884	- 2,2

Source: Conseil du trésor, Évolution des effectifs gouvernementaux, 1981-1986, 1982-1987.

1. Données comparables regroupant l'ensemble des employés des ministères et organismes budgétaires et non-budgétaires soumis à la Loi sur la fonction publique.

Cette évolution de l'emploi gouvernemental tient à la fois à la stabilisation des besoins des effectifs de l'administration publique ainsi qu'à l'essoufflement qu'a connu l'économie nord-américaine au tournant des années quatre-vingt et qui amena l'État à mettre sur pied de nouvelles politiques de resserrement des fonds publics. Ces politiques eurent justement pour effet de modifier plusieurs programmes gouvernementaux de transfert de fonds à l'endroit de la population en plus de réduire sensiblement la croissance des effectifs de l'État.

L'absence de données complètes sur l'évolution de l'emploi gouvernemental en régions ne permet pas de comparer véritablement la situation de la région de Québec avec le reste de la province depuis 1981. On sait toutefois que le personnel régulier du gouvernement provincial dans la région est passé de 32 858 fonctionnaires en 1981 à 29 062 en 1986, une baisse de 11,6% comparativement à 6,6% pour l'ensemble du Québec.

Des données plus récentes, tenant compte à la fois du personnel régulier et occasionnel, généralisent cette tendance à l'échelle du Québec où certaines régions accusent des pertes beaucoup plus importantes que la région de Québec. C'est le cas notamment des régions du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, de l'Estrie, de l'Outaouais et de Montréal où l'on a enregistré des baisses respectives de l'ordre de 14,6%, 14,3%, 8,4% et 7,0% entre 1985 et 1986.

TABLEAU 33
EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX* SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC EN 1985 ET 1986

	31 mars 1985	31 mars 1986	1986/1985 %
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	2 803	2 394	- 14,6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 896	1 779	- 6,2
Québec	**35 198**	**33 795**	**- 4,0**
Mauricie — Bois-Francs	2 651	2 802	+ 5,7
Estrie	1 837	1 575	- 14,3
Montréal	22 874	21 274	- 7,0
Outaouais	1 902	1 742	- 8,4
Abitibi-Témiscamingue	1 696	1 694	- 0,1
Côte-Nord — Nord-du-Québec	1 091	1 057	- 3,1
Hors-Québec	—	60	—
Indéterminé	—	1 496	—
Québec	**71 948**	**69 668**	**- 3,2**

*Réguliers et occasionnels du secteur public.

Source: Conseil du trésor, État des effectifs gouvernementaux au 31 mars 1985-1986.

Malgré ces pertes d'effectifs, la région de Québec comptait tout de même près de 34 000 fonctionnaires réguliers et occasionnels à l'emploi du gouvernement provincial au début de 1986. Elle se classe ainsi au premier rang parmi les autres régions avec près de la moitié (48,5%) des effectifs en poste. La région de Montréal vient ensuite au second rang avec un peu plus de 21 000 fonctionnaires, soit 30,6% du total. Les autres régions se partagent le reste avec des effectifs variant autour de 2000 employés chacune.

Le gouvernement fédéral a réduit lui aussi son personnel au cours de cette période. Dans la région métropolitaine de Québec on dénombrait ainsi 11 679 fonctionnaires fédéraux en septembre 1986 comparativement à 12 934 en septembre 1981. Il s'agit là d'une baisse de 10%.

Les salaires payés aux employés de l'État constituent par ailleurs un apport économique considérable sur le plan régional. Des calculs basés sur le salaire moyen du personnel régulier et occasionnel évaluent environ à 935 millions de dollars la masse salariale nette versée par le gouvernement provincial dans la région de Québec en 1985. Cette somme représente 47,4% de l'enveloppe salariale du gouvernement. La région de Montréal quant à elle vient au second rang avec une part de 640 millions de dollars, soit 32,4% du total.

TABLEAU 34
MASSE SALARIALE NETTE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES, AU 31 MARS 1986

	Effectifs réguliers et occasionnels[1]	Masse salariale nette en millions de dollars[2]	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	2 392	74,4	3,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 718	53,4	2,7
Québec	**30 081**	**935,1**	**47,4**
Mauricie — Bois-Francs	2 764	85,9	4,3
Estrie	1 541	47,9	2,4
Montréal	20 600	640,3	32,4
Outaouais	1 721	53,5	2,7
Abitibi-Témiscamingue	1 657	51,5	2,6
Côte-Nord — Nord-du-Québec	1 052	32,7	1,7
Québec	**63 526**	**1 974,7**	**100,0**

Source: Conseil du trésor, État des effectifs gouvernementaux au 31 mars 1987.

En plus du traitement versé à ses employés, l'État effectue d'autres dépenses courantes pour l'acquisition de matériel et de fournitures nécessaires aux opérations de ses ministères et de ses organismes. Ces dépenses sont effectuées par le Service des achats du gouvernement; en 1986 le gouvernement provincial avait dépensé plus de 133 M$ dans la région de Québec pour l'achat de biens divers. Sous cet aspect, la région 03 vient au second rang (43%) après celle de Montréal qui accaparait 51% de l'ensemble des dépenses de l'État à ce chapitre.

1. Ministères et organismes budgétaires.
2. Incluant les salaires des membres de la Sûreté du Québec.

Quant aux divers contrats de service, ils totalisaient dans la région une somme de près de 11 M$ à la fin de 1986 comparativement à 6,3 M$ pour la région de Montréal.

4.3.2 L'investissement public

L'ensemble des investissements affectés au réseau routier, aux bâtiments et autres équipements collectifs a permis à la région de Québec de bénéficier d'importantes sommes d'argent entre 1981 et 1985. Au total, ces investissements ont connu une augmentation de 57% passant de 617 à un peu plus de 970 M$.

Parmi les investisseurs publics, le gouvernement provincial joue un rôle de premier plan dans la région. À la fin de 1985, 72% des investissements publics avaient été réalisés par le provincial, 18% par les municipalités et 10% par le gouvernement fédéral.

TABLEAU 35
RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS LA RÉGION DE QUÉBEC 1981 ET 1985 EN MILLIONS DE DOLLARS

	1981	1985	1985/1981 %
Gouvernement provincial	383,8	697,9	+ 81,8
Gouvernement fédéral	77,7	99,7	+ 28,4
Municipalités	155,3	172,7	+ 11,2
Total	**616,8**	**970,3**	**+ 57,3**

Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, 1981-1983, 1984-1986.

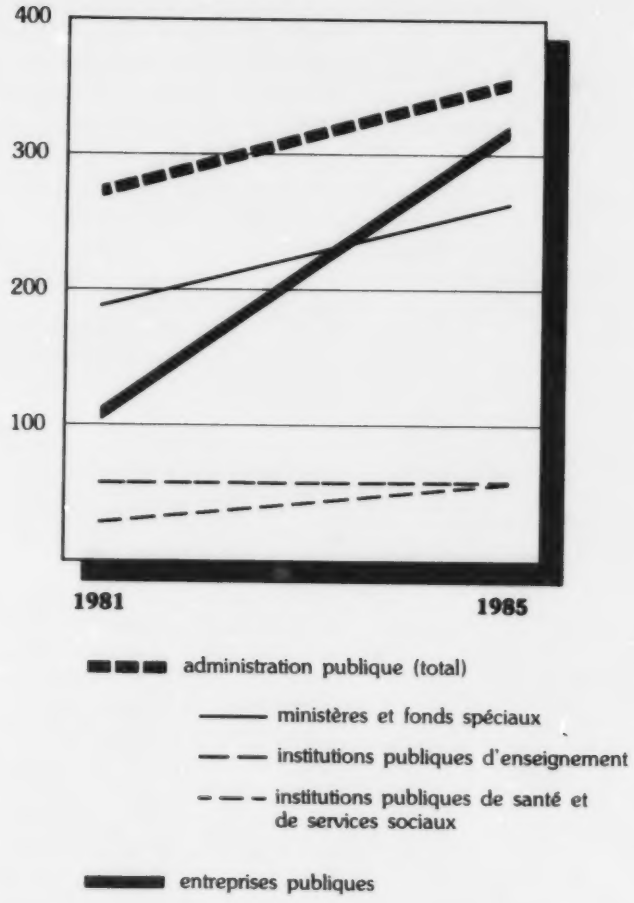
La présence d'une vingtaine de ministères et de nombreux organismes publics à l'intérieur de la zone métropolitaine de Québec explique en effet la prédominance des investissements provinciaux dans la région de Québec, qui ont d'ailleurs connu une croissance de 82% entre 1981 et 1985. Plusieurs facteurs expliquent cet accroissement des investissements régionaux de l'État au cours des dernières années. Hydro-Québec dépensa, à titre d'exemple, 39 M$ dans la construction d'un important centre administratif à Beauport et 10 M$ dans l'agrandissement de celui de Lévis en plus de procéder à la construction de trois nouveaux postes de transformation à Québec, Beaupré et Lévis pour un coût total de 59 M$. Par ailleurs, afin d'améliorer la qualité de son service à l'endroit des usagers de la région, Hydro-Québec a également dépensé 37 M$ pour rénover son réseau de distribution et relocaliser diverses lignes de transport d'énergie électrique.

Au cours de cette période, le gouvernement provincial a effectué lui aussi plusieurs travaux d'importance notamment à l'intérieur de la zone métropolitaine de Québec. Notons ainsi la construction du nouveau Palais de Justice au coût de 61 M$ et celle du Musée de la Civilisation dont le coût total devrait se situer autour de 38 M$. En outre, plus de 20 M$ furent consacrés à la rénovation de divers édifices publics, dont l'ancien Palais de Justice, et de plusieurs hôpitaux et institutions d'enseignement.

Graphique 7

Évolution des investissements publics dans la région de Québec, 1981-1985

en millions de dollars



Source*: BSQ, *Investissements privés et publics au Québec, 1981-1983, 1984-1986.

La participation du gouvernement fédéral s'est principalement matérialisée par des investissements effectués au Port de Québec. La Société du Vieux-Port a ainsi dépensé près de 80 M$ pour acquérir de nouveaux espaces et aménager divers bâtiments en vue de revitaliser ce secteur de la ville. Par ailleurs, le fédéral a également contribué à la modernisation des silos à céréales du Port de Québec par l'installation d'un système intermodal de réception et d'expédition de céréales permettant d'accélérer le processus de transbordement des grains. Évalués à 14,5 M$, ces travaux ont été financés à parts égales par la compagnie Bunge et le Port de Québec.

Du côté des municipalités, une bonne partie des dépenses publiques ont été dirigées vers des projets touchant davantage la qualité de vie des citoyens. Parmi ces projets, on remarque les investissements effectués par la Communauté urbaine de Québec dans le programme d'assainissement des eaux qui nécessitera, entre autres, la construction de deux stations d'épuration des eaux usées situées l'une à proximité des Battures de Beauport et l'autre, dans l'arrondissement de la ville de Sainte-Foy. Jusqu'à maintenant, on évalue à environ 13 M$ les sommes déjà dépensées pour réaliser ces travaux et à plus de 200 M$ les montants qui seront consacrés au cours des prochaines années. Des travaux ont également été effectués à l'incinérateur de la ville de Québec en vue d'installer un dispositif antipollution qui devrait coûter 7,7 M$. À la Commission de transport de la communauté urbaine de Québec (CTCUQ), on a remplacé une partie du parc autobus en faisant l'acquisition de 75 nouveaux véhicules au coût de 15,5 M$. La CTCUQ a également procédé à l'agrandissement de son centre d'opération pour un coût de 6,5 M$ en plus d'effectuer divers travaux d'aménagement.

4.3.3 Présence du gouvernement provincial

La présence du gouvernement dans la région se traduit, entre autres, par les opérations régionalisées de nombreux ministères. Les ministères des Affaires culturelles, des Communications, de l'Éducation, de l'Énergie et des Ressources, de l'Environnement, de l'Industrie et du Commerce, du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et des Transports ont d'importantes directions régionales, dont les effectifs regroupent parfois plus d'une centaine de personnes. Leur autonomie de gestion est souvent très grande, notamment au ministère des Affaires culturelles, aux Transports, au Loisir, Chasse et Pêche ainsi qu'au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Ces bureaux régionaux sont généralement situés dans l'agglomération de Québec, mais occupent tous des locaux distincts des instances centrales. Certains ministères, dont l'Agriculture, les Pêcheries et l'Alimentation, les Communications, l'Énergie et Ressources, l'Industrie et Commerce et le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ont un partage sous-régional de leurs bureaux. Saint-Georges est spécialement favorisée sous ce rapport.

En plus de ses dépenses d'immobilisations, le gouvernement provincial est également intervenu par le biais de plusieurs programmes d'assistance financière ayant pour but de soutenir divers projets socio-économiques. C'est le cas, entre autres, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui versa au cours de 1985 un peu plus d'un million de dollars pour développer des équipements de loisir dans la région. Le ministère des Affaires culturelles a contribué pour sa part près de 11,4 millions de dollars en subventions destinées à des musées privés, des centres d'exposition et autres organismes à caractère culturel.

Sur le plan des interventions à caractère plutôt économique, mentionnons, entre autres, l'implication de l'Office de planification et de développement du Québec dont les deux programmes de subventions ont pour but d'équilibrer le développement économique sur la base de chacune des régions du Québec. En 1986, l'OPDQ a injecté 2,5 M$ dans l'économie de la région grâce au programme du Fonds de développement régional dont une bonne partie a été allouée au maintien d'une entente MAC-Ville de Québec-OPDQ pour la rénovation du Vieux-Québec. À titre de support au développement rural, le FDR a également été mis à contribution auprès de trois commissariats industriels de la région pour leur permettre d'engager un agent de développement rural. Plusieurs projets dans le domaine manufacturier ont ainsi vu le jour dans des régions où seul le secteur primaire offrait auparavant des possibilités de développement. Le FDR a enfin permis la réalisation de certains projets d'aménagement et de mise en valeur s'inscrivant notamment dans le tryptique tourisme-patrimoine-loisir. À cet égard, la MRC de L'Islet, qui préparait depuis deux ans un plan d'intervention avec l'aide de l'OPDQ, a vu progresser les dossiers du Musée maritime Bernier, de la Seigneurie des Aulnaies et des circuits appalachiens.

Le Programme expérimental de création d'emplois communautaires mieux connu sous le nom de PECEC constitue un autre moyen d'intervention de l'OPDQ en régions. Ce programme est consacré principalement à l'implantation et à l'expansion des petites et moyennes entreprises. L'exercice 1986-1987 a permis le versement de 2,6 M$ en subventions à des entreprises de la région pour une cinquantaine de projets totalisant des investissements de l'ordre de 12 M$. En raison de leur dynamisme particulier, les domaines des plastiques, des équipements de sport et des articles en acier inoxydable continuent à faire l'objet d'une plus grande attention de la part du PECEC.

4.4 L'industrie touristique

Le tourisme est une composante majeure de l'économie de la région de la Capitale. En 1986, 24 500 résidants travaillaient dans le secteur de la restauration et de l'hébergement, ce qui représentait 6% de la population au travail de la région de Québec et 8% des emplois du secteur tertiaire.

Depuis longtemps, la ville de Québec offre des attraits touristiques de grande valeur constitués, entre autres, du fleuve Saint-Laurent et de l'Île-d'Orléans et qui se distinguent par le caractère historique de la ville de Québec. Récemment, la reconnaissance par l'UNESCO du Vieux-Québec comme élément du patrimoine mondial est venue ajouter un nouveau fleuron au produit touristique de la région en plus de lui fournir un nouvel outil de promotion. Le tandem tourisme-patrimoine constitue donc une industrie de haute rentabilité économique. Elle est située principalement dans le Vieux-Québec et se répartit en deux circuits parallèles le long des routes 132 (Côte-du-Sud — Lotbinière); et 138 (Portneuf — Charlevoix).

Après avoir connu certaines difficultés au début des années quatre-vingt, l'industrie touristique semble maintenant en voie de remontée depuis 1984. Entre 1984 et 1986, le nombre de touristes a augmenté de plus de 18% autant dans l'ensemble de la région que dans la zone métropolitaine de Québec. On évalue ainsi à 5,2 millions et 3,7 millions le nombre de personnes ayant séjourné respectivement dans la région 03 et dans la capitale au cours de 1986 et qui ont injecté respectivement des sommes de 632 M$ et 559 M$, ce qui représente un apport considérable pour l'économie de la région. Ces données tiennent compte cependant de tous les types de voyages, c'est-à-dire les voyages d'agrément, les visites de parents et amis ainsi que les voyages d'affaires et la participation à divers congrès.

TABLEAU 36
NOMBRE DE PERSONNES AYANT SÉJOURNÉ UNE NUIT OU PLUS DANS LA RÉGION DE QUÉBEC 1980-1986 EN MILLIERS DE VOYAGES-PERSONNES

Origine des touristes	1980	1982	1984	1986	1986/1980 %
Québec	2 915	2 689	2 742	3 367	+ 15.4
Reste du Canada	192	267	248	266	+ 38.5
États-Unis	940	895	966	1 089	+ 15.8
Autres pays	479	450	454	503	+ 5.0
Total	**4 526**	**4 301**	**4 410**	**5 225**	**+ 15,4**

Source: Ministère du Tourisme, Le tourisme au Québec, 1986, rétrospective des années 1980 à 1986.

Dans l'ensemble, la répartition des touristes est demeurée pratiquement inchangée au cours des dernières années. En 1986, la clientèle touristique se composait surtout de Québécois dans une proportion d'un peu plus de 64% et de près de 21% de visiteurs américains. Le reste des visiteurs provenaient de divers pays (9,6%) et des autres provinces canadiennes (5,1%). Depuis 1984, on remarque un plus grand nombre de voyageurs québécois et canadiens. Par ailleurs, au moins 71% des personnes ayant visité la région ont séjourné dans la zone métropolitaine, ce qui illustre l'attrait indéniable qu'exerce la Capitale auprès de toutes les clientèles touristiques.

TABLEAU 37
NOMBRE DE PERSONNES AYANT SÉJOURNÉ UNE NUIT OU PLUS DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC 1984 ET 1986 EN MILLIERS DE VOYAGES-PERSONNES

Origine des touristes	1984	1986	1986/1984 %
Québec	1 502	1 881	+ 25,8
Reste du Canada	219	253	+ 15,5
États-Unis	966	1 089	+ 12,7
Autres pays	454	503	+ 10,8
Total	**3 141**	**3 726**	**+ 18,6**

Source: Ministère du Tourisme, Le tourisme au Québec, 1986, rétrospective des années 1980 à 1986.

Depuis 1981, l'industrie des congrès connaît certains problèmes et on assiste à un plafonnement voire une diminution de leur nombre. Malgré une légère remontée en 1986, le nombre de congrès tenus à l'intérieur des murs de la Capitale a connu une baisse significative d'un peu plus de 18% passant d'un total de 229 à 187 entre 1981 et 1986. Le nombre de congressistes a connu lui aussi une chute similaire de 18% passant de 98 500 à 80 500.

Pour les représentants du secteur hôtelier, ces résultats sont plutôt décevants, surtout si l'on considère que depuis quelques années, la région de la Capitale a été l'hôte de plusieurs événements de grande envergure susceptibles d'attirer, entre autres, de nombreux journalistes, spécialistes et délégués provenant de divers pays et de créer un intérêt particulier auprès des clientèles extérieures.

À ce chapitre, on se souviendra de la venue des Grands voiliers et de la course Transat Tag au cours de l'été 1984 suivie par la suite du passage à Québec du pape Jean-Paul II, qui était accompagné de la presse mondiale. L'année 1985 fut entamée quant à elle par la visite du président américain Ronald Reagan dans le cadre des pourparlers visant à donner un nouvel élan aux relations canado-américaines. M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, participa quelques semaines plus tard à la 3e conférence de droit constitutionnel dont les travaux se déroulaient à Québec et où se retrouvaient des spécialistes d'un peu partout à travers le monde. En 1987, la tenue de quelques autres événements d'importance dont «Rendez-vous 1987», la visite du président français François Mitterand et le second sommet des pays francophones devraient aussi contribuer à améliorer la situation.

Tous ces événements politiques, religieux, culturels et sportifs auront sans doute concouru au développement de l'industrie hôtelière régionale au cours des dernières années. Beaucoup reste à faire cependant pour encourager la tenue d'un plus grand nombre de rassemblements à caractère scientifique et commercial afin d'augmenter le nombre de congrès et rentabiliser les équipements déjà en place. Dans cette perspective, l'agrandissement éventuel du Centre des congrès de Québec pourrait aider à raviver cette industrie.

Devant l'importance du secteur touristique pour l'économie de la région, la plupart des intervenants ont déjà consacré de nombreux efforts pour corriger certaines lacunes et offrir à la clientèle extérieure un produit touristique amélioré.

Sur le plan des transports, à titre d'exemple, la construction de la gare intermodale facilitera le déplacement des touristes entre Montréal et Québec. Les problèmes reliés à l'imprécision de la signalisation touristique pourraient par ailleurs être bientôt corrigés par une nouvelle politique de signalisation routière définie conjointement par le ministère du Tourisme et celui du Transport. L'application de cette politique est prévue pour 1988. La faiblesse des liaisons aériennes entre Québec et les principaux centres internationaux demeure toutefois un problème auquel il faudrait apporter une solution si l'on souhaite attirer davantage de visiteurs et de gens d'affaires étrangers dans la région.

Plus récemment, des efforts particuliers ont été consentis par le gouvernement du Québec dans le cadre d'une entente MAC-OPDQ-Ville de Québec sur la mise en valeur des biens culturels de la Capitale. Grâce à cette entente de cinq ans (1985-1990), chacun de ces trois partenaires investira une somme de cinq millions de dollars afin de mettre en valeur le potentiel tourisme-patrimoine du Vieux-Québec. Ce projet pourrait s'étendre sur une plus longue période avec la participation souhaitée du gouvernement fédéral et du secteur privé.

La création en 1985 de l'Office du tourisme et des congrès de la CUQ devrait offrir pour sa part un outil de promotion intéressant auprès des clientèles à reconquérir de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre. Cet organisme préparera prochainement, avec la collaboration du ministère du Tourisme et de l'OPDQ, un plan de développement touristique qui supportera les progrès de cette industrie à Québec.

On ne saurait conclure ce chapitre sur l'industrie touristique sans faire état de l'importance du ski alpin pour l'économie régionale. Des conditions climatiques favorables etl'installation de canons à neige dans la plupart des stations de ski ont eu pour effet d'accroître la rentabilité de cette industrie au cours des dernières saisons de ski. La région de Québec est actuellement en présence de plusieurs dossiers majeurs qui nécessiteront un effort financier prochain.

Les stations du Lac Beauport, de Stoneham, du Mont Grand Fonds, et éventuellement du Mont Sainte-Anne, ont un besoin pressant de se développer. D'autres projets, comme Petite- Rivière-Saint-François, n'attendent qu'un signal pour démarrer, et de futures stations de niveau intermédiaire comme Grande-Coulée et le Massif du Sud, sont à l'étude.

PARTIE 5: LE DYNAMISME RÉGIONAL

Située dans une position centrale par rapport à l'ensemble du Québec, la Grande région de la Capitale appartient à ce qu'on a déjà appelé le Québec de base, lequel se caractérise par un taux élevé d'urbanisation et un niveau avancé de développement industriel et agro-alimentaire. La transformation et l'exportation des ressources primaires constituent encore un champ d'activité économique important, mais elle ne repose pas sur une grande entreprise omniprésente, comme dans les régions de ressources.

Les potentiels de la région ont donc atteint un stade de maturité avancé. La filière agro-alimentaire constitue notamment un secteur d'activités très intégré qui va des productions maraîchères jusqu'aux pâtisseries destinées à l'exportation, en passant par la gamme des transformations laitières, avicoles et porcines. La Beauce, Portneuf et la Côte-du-Sud sont particulièrement prospères sous ce rapport.

5.1 Les sous-régions

Les dynamismes sous-régionaux constituent un intéressant potentiel de la région de Québec. On connaît bien la créativité industrielle des Beaucerons, qui se manifeste par la mise sur pied d'entreprises originales dans plusieurs municipalités ou par l'acquisition et la relance d'entreprises extra-régionales. Bien que l'on ait un peu créé le mythe beauceron, il n'en demeure pas moins que les trois MRC de ce territoire représentent, sous plusieurs rapports, une sorte de laboratoire de développement régional.

À cause de sa proximité relative de la Capitale, on arrive parfois mal à caractériser le comté de Portneuf. Or, l'économie et la dynamique régionale de ce coin de pays reposent sur des bases solides et à potentiel élevé. On connaît l'importance de l'industrie des pâtes et papiers et du sciage à Donnacona et à Saint-Raymond, mais on ignore peut-être l'industrie minérale du comté, dont les carrières continuent de ravitailler tout le Québec en pierre à chaux, matériaux de construction, etc. On connaît aussi l'industrie portneuvienne du charbon de bois, qui passe présentement du stade artisanal à une phase de modernisation, mais on ignore souvent le potentiel industriel énorme que présente Deschambault. Les caractéristiques de cette dernière zone, dont l'autoroute 40, le Saint-Laurent et la topographie, lui permettent d'exercer une concurrence sérieuse à la Rive-sud dans l'implantation éventuelle d'une aluminerie dans la région de Québec.

La tradition industrielle de la Côte-du-Sud va maintenant bien au-delà de Montmagny et s'étend dans Bellechasse-Dorchester. La transformation agricole à Saint-Gervais et Saint-Anselme n'enlève rien au dynamisme de l'industrie du matériel roulant à Sainte-Claire et à celle des plastiques de Saint-Damien, entre autres. Ce dernier secteur industriel, qui est représenté par sept ou huit entreprises dans Bellechasse, est en train de devenir un des fers de lance de la région. Un «Centre des plastiques de Bellechasse» est d'ailleurs en voie de gestation, en collaboration avec le Cégep de Lévis-Lauzon, les milieux universitaires et l'OPDQ.

Bien que situées chacune aux extrémités de la région, Charlevoix et L'Amiante n'en constituent pas moins des composantes essentielles. On est parfois obnubilé par la mauvaise presse entourant les difficultés de l'industrie de l'amiante, mais on oublie que Thetford Mines est un centre urbain dynamique et créatif dont l'activité industrielle va bien au-delà de la transformation minière. Les projets mis de l'avant par les agents régionaux permettent tous les espoirs d'une relance prochaine de cette sous-région. Il va sans dire qu'un lien autoroutier avec la Transcanadienne, dossier prioritaire là-bas, serait de nature à appuyer le développement. Quant à Charlevoix, dont l'industrie secondaire n'est pas le moteur économique, ce territoire pittoresque est en train de devenir une composante importante du tourisme au Québec. Plusieurs dizaines d'aubergistes locaux se concertent pour offrir un accueil de qualité, les centres de ski alpin assurent des revenus tout l'hiver et le tourisme culturel y est de mieux en mieux desservi.

5.2 La zone centrale

Reliée à chacune de ces sous-régions par des liens économiques et, depuis le Sommet régional, par une certaine conscience collective, la zone métropolitaine de Québec, qui s'étend sur les deux rives, se trouve peut-être au seuil d'un nouveau dynamisme économique. Certaines activités économiques y sont déjà bien implantées, notamment dans le secteur tertiaire. On pense ici à l'administration publique provinciale et fédérale, aux services financiers et au domaine de l'assurance. Toutes ces activités ont en commun d'exporter des services ailleurs dans la province et de créer une base économique solide et génératrice de plusieurs milliers d'emplois.

Plus récemment, cependant, le mariage industrie-université est venu apporter un nouvel élan au dynamisme de la zone centrale. Ce mariage qui a, entre autres, résulté en la création du GATIQ s'est également traduit par la création du Parc technologique de Sainte-Foy, du Centre québécois de valorisation de la biomasse de même que par la mise sur pied prochaine de l'Institut d'optique et laser. Le centre de robotique du Cégep Lévis-Lauzon et le centre de consultation et de formation en automatique et ordinique du Cégep Limoilou complètent enfin le réseau des nouveaux centres de recherche qui se greffent à ceux de l'Université Laval, du CRDV, du CRIQ et de l'INRS.

Québec devient, par ailleurs, un centre important d'exportation dont le port est la cheville principale. Grâce à la croissance régulière de son tonnage pendant les vingt dernières années, le Port de Québec se situe parmi les deux ou trois plus dynamiques au Canada. Toutes les sous-régions de la Grande région de la Capitale de même que plusieurs régions du Canada profitent de cette infrastructure portuaire spécialisée principalement dans le transbordement des matières premières et du vrac solide.

Les dernières années ont cependant été plus difficiles pour le Port de Québec. La diminution du trafic des céréales de l'Ouest canadien causée, entre autres, par la guerre commerciale que se livrent certains producteurs européens, et le long conflit de travail des débardeurs au cours de 1986 ont contribué à ralentir le niveau des activités.

TABLEAU 20
VOLUME DE MARCHANDISES MANUTENTIONNÉES DANS LE PORT DE QUÉBEC 1981-1986 EN MILLIONS DE TONNES MÉTRIQUES

	1981	1984	1985	1986	1985/1981 %
Vrac solide	12,5	10,2	8,1	5,3	- 35,2
Vrac liquide	6,2	6,9	6,2	7,0	—
Marchandises générales	0,5	0,6	0,4	0,2	- 20,0
Total	**19,2**	**17,7**	**14,7**	**12,5**	**- 23,4**

Source: Port de Québec.

Les autorités du port demeurent toutefois confiantes et envisagent une reprise du volume des marchandises manutentionnées en 1987. De récents investissements apportés au système de déchargement des céréales témoignent de cet optimisme. Quel que soit le niveau des activités en 1987, la modernisation des équipements portuaires doit cependant demeurer une préoccupation constante en raison du rôle encore plus important que pourrait être appelé à jouer le Port de Québec à l'intérieur de la filière fabrication-exportation-recherche, si importante pour le développement des entreprises manufacturières de la région.

Outre les efforts consacrés au rajeunissement et à la croissance du secteur manufacturier, le dynamisme régional s'est également traduit par un certain nombre d'interventions locales visant soit à planifier l'aménagement du territoire des MRC ou encore à définir diverses stratégies de développement économique par le biais des commissariats industriels ou des corporations de développement économique locales.

Ainsi, au cours de la période 1981-1986, les élus municipaux de la région, à l'instar de ceux des autres régions du Québec, ont été mobilisés à la confection des différents schémas d'aménagement des MRC. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (Loi 125) adoptée en 1979, obligeait en effet les représentants des MRC à préparer des plans prévoyant l'aménagement de leur territoire ainsi que l'installation des structures et des équipements nécessaires à leur région.

La plupart des schémas d'aménagement des MRC de la région de Québec sont adoptés. Ils ne sont cependant pas encore en vigueur en raison de certaines modifications qui doivent être apportées conformément à la Loi 125. La région ne semble cependant pas très en retard sur le reste du Québec puisque seulement une dizaine de schémas sont actuellement en vigueur partout au Québec.

Par ailleurs, certains intervenants influencés sans doute par les sommets socio-économiques tenus dans les différentes régions du Québec, ont entrepris eux aussi des processus de réflexion élargis afin de définir des stratégies de développement économique visant à mettre en valeur les potentiels locaux. Ce fut le cas notamment de la MRC de La Nouvelle-Beauce où des représentants de

six secteurs regroupant l'ensemble des activités économiques se sont réunis à plusieurs reprises au cours de 1986 pour identifier ensemble leurs faiblesses, leurs besoins et leurs attentes. Cette démarche a finalement abouti en décembre 1986 à la tenue d'un important colloque où l'on a adopté une stratégie globale devant orienter l'avenir de La Nouvelle-Beauce pour la prochaine décennie.

Dans le même ordre d'idées, un sommet socio-économique d'envergure a pareillement été organisé dans Bellechasse en octobre 1986 afin de confronter les problèmes des diverses municipalités et unifier les efforts de développement dans un même élan.

D'autres actions du même genre sont également prévues dans la région au cours des prochains mois, notamment dans Portneuf, L'Amiante et la Beauce témoignant ainsi de la vitalité et du désir des intervenants locaux de prendre en main leur avenir.

CONCLUSION

Deuxième région en importance au Québec en raison du poids de sa population, la région de Québec occupe une position un peu différente des autres régions. Son rôle de capitale administrative de l'État l'amène en effet à exercer un certain rayonnement ailleurs au Québec.

Depuis la dernière récession, la région semble posséder un nouvel élan. Son taux de chômage est le plus bas au Québec et le niveau de revenu de sa population s'accroît à un taux supérieur à la moyenne québécoise.

Bien que la région se caractérise avant tout comme une région de services, la prédominance du secteur tertiaire a parfois pour effet de voiler des domaines dans lesquels elle réalise certaines performances. On a ainsi tendance à passer sous silence les succès de certaines entreprises comme Agrinove et Culinar, spécialisées respectivement dans la transformation des produits laitiers et dans la fabrication de pâtisseries. On oublie aussi l'importance de l'industrie des pâtes et papiers qui procure plusieurs milliers d'emplois, sans compter les milliers d'autres emplois qui proviennent de l'industrie du meuble et du bois. On oublie peut-être aussi des noms comme Prévost Car, le Groupe Canam Manac qui procurent non seulement plusieurs centaines d'emplois mais qui sont en phase d'occuper une position importante sur leurs marchés respectifs des équipements de transport au Canada et en Amérique du Nord.

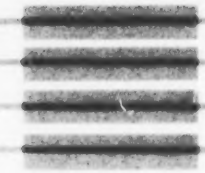
Les perspectives d'avenir que présente la Grande région de la Capitale, malgré certaines contraintes, constituent un programme de développement régional prometteur. On véhicule toujours, bien sûr, l'image d'une région de Québec reposant sur l'emploi public et les investissements gouvernementaux, et il y a là une part de vérité; mais on oublie ou on ne sait pas que, de façon directe, le secteur public ne représente que 12% des emplois de la région. Ce sont donc plus des 4/5 de l'économie régionale qui fonctionnent selon une dynamique propre à l'entreprise privée.

Cela dit, l'état de tertiarisation très avancé de l'économie de la région de Québec constitue un sujet de préoccupation constant parmi les principaux intervenants régionaux. Non pas que cette situation ait mal servi la région par rapport au reste de la province; au contraire, les principaux indicateurs socio- économiques tendent plutôt à démontrer le haut niveau de vie dont jouit la grande majorité des résidants de la région.

Il demeure toutefois que la diversification des activités économiques et le développement de certaines spécialités régionales, notamment dans le secteur de la fabrication et de la transformation, offrent encore de meilleures garanties pour affronter les mauvaises conjonctures économiques et assurer le maintien d'un certain niveau de qualité de vie. L'expérience récente de la région de l'Amiante n'est-elle pas révélatrice à cet égard? Plus encore, la diversification des activités économiques est en soi porteuse de dynamisme et de facteurs de croissance.

La majorité des intervenants s'entendent donc pour dire que sans chercher à délaisser le secteur tertiaire, il est temps maintenant d'accorder une attention particulière au secteur manufacturier, compte tenu des possibilités qui se pointent à l'horizon. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'appui que reçoivent des projets susceptibles d'avoir un impact sur le développement de ce secteur. On pense ici aux plastiques dans Bellechasse, à la haute technologie dans la zone métropolitaine, à l'implantation possible d'une aluminerie.

Ces projets ne sont pas nécessairement nouveaux mais l'attachement qu'on y accorde témoigne de la détermination des différentes instances à se servir de ces créneaux pour rajeunir et donner un nouvel élan à l'économie de la Grande région de la Capitale.



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec